

COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE

RAPPORT D'ACTIVITE COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE

1^{er} janvier 2016 – 31 décembre 2016



Collectif National Droits de l'Homme Romeurope
59 rue de l'Ourcq, 75019, Paris

T: 01 40 35 00 04 • 06 35 52 85 46

www.romeurope.org



@CNDHRomeurope



@CNDH_Romeurope

SOMMAIRE

L'année 2016 en un coup d'oeil.....	7
I. Présentation du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope.....	1
1. Historique.....	1
2. Objectif.....	1
3. Missions.....	1
4. Destinataires des actions du collectif.....	2
5. Principaux domaines d'activités.....	3
6. Les membres et la composition du collectif en 2016.....	4
7. Fonctionnement et gouvernance.....	7
9. La coordination du CNDH Romeurope.....	8
10. Le CNDH Romeurope en région.....	10
II. Actions nationales.....	11
1. Animation du réseau, diffusion et mutualisation de l'information.....	11
A) Diffusion et mutualisation de l'information.....	11
B) Les rencontres nationales du CNDH Romeurope.....	14
C) Les déplacements en région.....	15
D) Mutualisation, capitalisation des compétences et expériences et formation.....	17
E) Participation des habitants des bidonvilles et squats au réseau.....	19
F) Accompagnement et appui des membres.....	20
2. La mission d'observatoire du CNDH Romeurope.....	21
A) Observatoire, veille juridique, alerte.....	21
B) Veille juridique et jurisprudentielle.....	21
C) Le recensement des expulsions, évacuations (arrêtés municipaux) et incendies.....	21
D) Le recensement des discours stigmatisant.....	22
3. Activités de plaidoyer et de communication externe.....	22
A) Plaidoyer national.....	22
B) Plaidoyer européen et international.....	25
C) Plaidoyer interassociatif.....	26
D) Communication externe et lutte contre les préjugés et les discriminations.....	27
4. Le Collectif pour le Droit des Enfants Roms à l'Education (CDERE).....	33
B) Etude sur la déscolarisation des enfants de 12 à 18 ans vivant en bidonvilles et squats.....	34
B) La journée du CDERE.....	36
C) Interventions extérieures.....	36
D) Interpellations des pouvoirs publics.....	36
III. Le Collectif Romeurope Ile-de-France.....	38
IV. Annexes.....	42

COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE

ABC (Association Biterroise Contre le Racisme) – ALPIL (Action pour l'insertion sociale par le logement) – AMPIL (Action méditerranéenne pour l'insertion sociale par le logement) – ASAV (Association pour l'accueil des voyageurs) – ASEFRR (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et roms) – ASET 93 (Aide à la Scolarisation des Enfants Tsiganes) – Association Solidarité Roms de Saint-Etienne – ATD Quart-Monde – CCFD-Terre Solidaire (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) – LA CIMADE (Comité intermouvements auprès des évacués) – CLASSES (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squat) – ECODROM – EURROM – FNASAT-Gens du voyage – Habitat-Cité – Hors la Rue – LDH (Ligue des Droits de l'Homme) – Les bâtisseurs de cabanes – Les Enfants du Canal – Médecins du Monde – MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – Première Urgence Internationale – Rencontres tsiganes – Roms Action – Romeurope 94 – Rom Réussite – Secours catholique (Caritas France) – UJFP (Union juive française pour la paix) – Une famille un toit 44.

Et le Collectif Romeurope 93, le Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise, le Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie et d'ailleurs (95), le Collectif Romyvelines, le Collectif solidarité Roms Lille Métropole, le Collectif Solidarité Roms Toulouse, le Collectif Romeurope du Val Maubuée (77), le Collectif RomParis, l'Inter-collectif Roms Nord-Pas de Calais, le Collectif Romeurope Antony Wissous

WWW.ROMEUROPE.ORG

En 2016, le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope a bénéficié du soutien de :



AVEC LE SOUTIEN DE
Sandrine Mazetier
Députée de Paris
12^e et 20^e arrondissements

 **île de France**



L'année 2016 a été une année essentielle pour le CNDH Romeurope puisqu'après un travail de près de 2 ans, l'association a évolué pour se structurer d'avantage et favoriser la représentation de ses membres en région et des collectifs locaux. En octobre 2016, de nouveaux statuts ont été adoptés, et la première assemblée générale a été organisée en novembre. 7 représentants de collectifs et d'associations en région ont été élus pour siéger au conseil d'administration avec les 8 associations fondatrices.

L'année 2016 en quelques chiffres :

3 nouveaux membres

7 nouveaux collectifs et associations siégeant au Conseil d'administration

2 rencontres nationales rassemblant 150 personnes

2 rencontres régionales en Ile-de-France

7 outils à destination des membres (co)-créés

4 formations (co)-organisées

8 communiqués de presse envoyés et 36 mentions du CNDH Romeurope et du CDERE dans la presse

13 000 visiteurs uniques sur notre site

650 000 personnes atteintes via les réseaux sociaux

15 réunions avec des services de l'Etat pour défendre l'accès au droit commun pour tous

2 contributions écrites pour les services de l'Etat sur la résorption des bidonvilles et l'inclusion des habitants et 2 amendements de loi proposés et adoptés

15 rencontres avec des étudiants, chercheurs ou classes

10 interventions orales à l'invitation d'associations, de collectivités ou de l'Etat

1450 brochures distribuées et 22 emprunts de l'exposition « Les Roms luttons contre les idées reçues »

1 étude sur la scolarisation des 12-18 ans en squats et bidonvilles et 1 rapport préparé pour une publication début 2017

7 projets et groupes de travail interassociatifs

1. Historique

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope (CNDH Romeurope) a été créé en octobre 2000, à Paris, à l'issue du colloque « Roms, Sintés, Kalés, Tsiganes en Europe. Promouvoir la santé et les droits d'une minorité en détresse », qui présentait les résultats alarmants d'une recherche-action pour la promotion de la santé, menée à l'initiative de Médecins du Monde par le réseau Romeurope dans six pays de l'Union européenne dont la France. Ces travaux concluaient aux liens essentiels entre le respect des droits fondamentaux et les graves problèmes de santé rencontrés par les populations roms en situation de grande pauvreté. Les associations présentes à cette initiative ont donc décidé de fonder ce collectif pour agir en France de manière coordonnée sur ce sujet à partir de leur champ propre de compétence, humanitaire ou de défense des droits.

2. Objectif

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope rassemble plusieurs organisations de défense des droits ainsi que de nombreux collectifs de soutien locaux¹. Il a pour objectif de défendre les droits fondamentaux et de favoriser l'inscription dans le droit commun des personnes originaires d'Europe centrale et orientale en situation de grande précarité en France, qui vivent dans des bidonvilles, des squats ou à la rue et qui s'identifient ou sont identifiées comme « Roms ». En s'appuyant sur l'échange et la confrontation des expériences, le CNDH Romeurope mène des luttes contre toutes les formes de discrimination et contre les pratiques abusives perpétrées à l'encontre de ces personnes.

3. Missions

Les missions principales du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope sont les suivantes :

a. Un observatoire du respect des droits fondamentaux pour les personnes originaires d'Europe centrale et orientale en situation de grande précarité en France vivant dans des bidonvilles, squats ou à la rue qui s'identifient ou sont identifiées comme Roms :

- Il publie à ce sujet un rapport d'observatoire, diffusé en France et en Europe ;
- Il développe une veille juridique et de l'actualité au niveau national et communautaire ;
- Il capitalise les situations vécues et les expériences menées localement, qui sont à la base des actions du CNDH Romeurope : réunions publiques, communiqués de presse, actions de plaidoyer (plaintes, lettres ouvertes, etc).

b. Une plateforme d'échange et de confrontation des expériences pour les citoyens et acteurs associatifs. Il organise l'échange d'informations et d'expériences locales, la mutualisation des compétences, l'élaboration d'outils sur les différentes thématiques : séjour, santé, travail, enfance et scolarisation, habitat, discriminations...

¹ Liste des membres du CNDH Romeurope : www.romeurope.org/spip.php?article400

c. Une structure militante qui a vocation à : informer et interpeller les responsables politiques et institutionnels à l'échelle nationale et européenne sur la question du non-respect des droits de ces citoyens d'Europe de l'Est vivant en squats et bidonvilles ; faire connaître aux citoyens français la réalité de la situation de ces personnes ; mener des luttes pour la défense de leurs droits, sans mesures spécifiques mais en application du droit commun. Afin de poursuivre cet objectif, le CNDH Romeurope publie régulièrement un rapport politique dans lequel il formule des recommandations.

Enfin, le CNDH Romeurope porte des projets spécifiques dont certains sont réalisés à l'échelle régionale en Ile-de-France (voir [Partie III](#)).

4. Destinataires des actions du collectif

Le travail du CNDH Romeurope porte sur des personnes, souvent en familles, en situation de grande précarité, venant essentiellement de pays d'Europe de l'Est, contraintes en l'absence de solution d'hébergement ou de logement de vivre dans des bidonvilles, des squats ou dans la rue. Leurs principaux lieux d'installation sont l'Ile-de-France et les métropoles de Lille, Lyon, Nantes, Bordeaux, Strasbourg, Toulouse, Montpellier, Grenoble...

La plupart de ces personnes migrent en France pour des raisons économiques mais aussi pour fuir les discriminations parfois très violentes dont elles sont victimes dans leur pays et qui leur interdisent un accès effectif aux droits. Dans la majorité des cas, il s'agit d'une migration familiale. Le CNDH Romeurope s'attache depuis sa création en octobre 2000 à défendre l'effectivité des droits de ces personnes en France.

Le CNDH Romeurope alerte depuis longtemps sur la dangerosité d'une approche ethnicisée de la situation de ces personnes. Il existe des responsabilités croisées dans la construction d'une catégorie « Rom » stigmatisée : politiques, médiatiques, académiques, associatives et militantes. Cette stigmatisation fait des personnes dites Roms la cible de discriminations dans tous les domaines de la vie socio-économique qui mènent à la violation de leurs droits.

Face à ce danger le CNDH Romeurope réaffirme sa position :

- Il n'est pas de problèmes spécifiquement « Roms » qui mériteraient des dispositions dérogatoires ou mesures particulières, le droit commun doit demeurer la règle. Les personnes qui parviennent à trouver un emploi, à accéder à un logement, à scolariser leurs enfants « se fondent » dans le paysage.
- En tant que ressortissants européens, citoyens roumains ou bulgares, demandeurs d'asile ou sans papiers, en tant que sans-abri, demandeurs d'emploi ou malades, en tant qu'enfants en âge scolaire, que parents en situation précaire ou mineurs isolés, ils bénéficient de droits et libertés inaliénables à respecter comme pour tout autre individu présent en France.
- Il existe cependant une culture et une mémoire rom d'autant mieux exprimées et valorisées par les Roms eux-mêmes. Leur histoire ne doit pas leur être déniée. La lutte contre les discriminations subies par les personnes revendiquant leur appartenance à cette culture et les personnes considérées comme Roms et discriminées de ce fait, fait partie des actions du collectif.

5. Principaux domaines d'activités

Le CNDH Romeurope intervient dans les domaines suivants :

- Droit au séjour et protection contre l'éloignement forcé
- Droit au travail
- Droit à l'hébergement et au logement
- Droit à l'éducation
- Droit à la santé
- Droit à la protection sociale, aux droits sociaux et politiques
- Droit à la protection de l'enfance
- Lutte contre le racisme et les discriminations

Dans chacun de ces domaines, les principes qui guident les actions du CNDH Romeurope sont les suivants :

- **Droit au séjour et protection contre l'éloignement** : Accès effectif à la liberté de circulation et d'installation dans l'Union européenne de l'ensemble des citoyens européens y compris les précaires, ce qui implique la levée de tout obstacle administratif.
- **Droit au travail** : Le CNDH Romeurope reste vigilant depuis la fin des mesures transitoires (1^{er} janvier 2014) sur l'accès plein et effectif au marché du travail et aux dispositifs de droit commun pour les ressortissants roumains et bulgares notamment.
- **Droit à l'hébergement et au logement** : Le droit à un habitat digne pour tous est sans cesse rappelé et l'accès au logement pour toutes et tous est l'objectif final. Pour les citoyens européens en situation de grande pauvreté contraints à vivre dans des squats et bidonvilles, qualifiés de « campements illicites » par les pouvoirs publics, l'exercice de ce droit commence par l'arrêt de toute expulsion et évacuation sans proposition d'hébergement ou logement adaptée à chaque situation individuelle. Le caractère inconditionnel du droit à l'hébergement doit être effectif. Par ailleurs, tout lieu de vie doit, en application de la résolution de l'ONU de juillet 2010, bénéficier d'un accès à l'eau potable et à des mesures basiques d'assainissement.
- **Droit à l'éducation** : Le CNDH Romeurope demande l'accès effectif à la scolarisation - dès l'âge de 3 ans (si les parents en font la demande) - des enfants vivant en squats et bidonvilles et rappelle que la principale cause de non scolarisation ou déscolarisation sont les expulsions incessantes des personnes de leur lieu de vie et les refus illégaux d'inscription scolaire de la part des maires et des services publics compétents. C'est pour cela qu'en septembre 2009, le CNDH Romeurope a initié la création du **Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation (CDERE)**.
- **Droit à la santé** : L'accès aux soins est lié aux autres droits précités, notamment au droit au travail et à un habitat digne. Les expulsions des lieux de vie entravent fortement toute possibilité d'accès suivi, et donc efficace, aux soins.
- **Droit à la protection sociale, aux droits sociaux et politiques** : Toutes les personnes qui en remplissent les conditions devraient avoir accès à la protection universelle maladie et aux prestations familiales. A défaut, l'accès à l'aide médicale d'Etat (AME) devrait être immédiat. Elle doit être accordée à toute personne la demandant dans un CCAS qui présente - par tout moyen de preuve - un lien avec la commune. Nous défendons aussi l'accès aux prestations sociales légales et aux aides financières facultatives ; le droit à un compte bancaire ; le droit à l'aide juridictionnelle ; le droit de vote.

- **Droit à la protection de l'enfance** : Le CNDH Romeurope défend le droit de tous les enfants en danger à être protégés, sans distinction de nationalité ni sans que puisse être opposée la situation administrative des parents, selon le droit national et les engagements internationaux pris par la France.
- **Lutte contre le racisme et la discrimination** : Le CNDH s'engage à lutter contre le racisme et les discriminations subies par les personnes qui se désignent Rom ou qui sont désignées et discriminées comme tels.

Aucune de ces mesures n'est spécifique. Toutes s'inscrivent dans le droit commun.

6. Les membres et la composition du collectif en 2016

Le CNDH Romeurope est composé d'associations nationales, locales et de collectifs locaux. Tous ses membres agissent directement sur le terrain ou soutiennent des organisations impliquées localement dans des actions concrètes de soutien et de défense des droits auprès de citoyens d'Europe de l'Est en situation de grande pauvreté en France. Si certains membres sont impliqués dans la gestion de dispositifs opérationnels, ils ne le font pas au titre du CNDH Romeurope. Les actions des associations et collectifs membres s'organisent selon plusieurs axes, en fonction des réalités et besoins locaux :

- **Support à la vie quotidienne des personnes** : accompagnement social, économique, juridique et psychologique, sanitaire...
- **Réalisation de projets** : hébergement/logement, scolarisation, insertion par le travail, médiation avec les structures publiques, lutte contre les discriminations
- **Actions de plaidoyer** : souvent en lien avec la lutte des sans-papiers, sans logement, travailleurs précaires... pour le respect des droits élémentaires des personnes et le respect des leurs devoirs de la part des autorités locales
- **Actions de sensibilisation et de communication** : auprès du grand public dans le cadre de réunions publiques, projections de films, occasions festives mais aussi conférences et communiqués de presse.

Au niveau national le collectif comptait **41 membres** à la fin de l'année 2016 : 29 associations (à caractère national et local) et 12 collectifs locaux. Les membres actuels du CNDH Romeurope sont les suivants :

- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| ■ ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) | ■ Association Solidarité Roms (St Etienne) |
| ■ Acina (Accueil, coopération, insertion pour les nouveaux arrivants) | ■ ATD Quart Monde |
| ■ ALPIL (Action pour l'insertion sociale par le logement) | ■ La Cimade (Comité intermouvements auprès des évacués) |
| ■ AMPIL (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) | ■ CCFD-Terre Solidaire (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) |
| ■ ASAV (Association pour l'accueil des voyageurs) | ■ C.L.A.S.S.E.S (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) |
| ■ ASEFRR (Association en Essonne de Solidarité avec les Familles Roms Roumaines) | ■ ECODROM |
| ■ ASET 93 (Aide à la scolarisation des enfants tsiganes) | ■ EURROM |
| | ■ FNASAT-Gens du voyage |
| | ■ Habitat et Cité |
| | ■ Hors la Rue |
| | ■ LDH (Ligue des Droits de l'Homme) |

- Les bâtisseurs de cabane
- Les Enfants du Canal
- Médecins du Monde
- MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples)
- Première Urgence Internationale
- Rencontres Tsiganes
- Roms Actions
- Rom Réussite
- Secours catholique - Caritas France
- Une famille un toit 44
- UJFP (Union juive française pour la paix)
- le Collectif Romeurope de l'agglomération nantaise
- le Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie (95)
- le Collectif Romeurope 93
- le Collectif Romeurope 94
- le Collectif Romeurope du Val Maubuée
- le Collectif Romeurope Antony-Wissous
- le Collectif RomParis
- le Collectif Romyvelines
- le Collectif Solidarité Evry-Gregy/Dammarie-les-Lys
- le Collectif Solidarité Roms Lille Métropole
- le Collectif Solidarité Roms Toulouse
- l'Intercollectif Roms 59/62

A la fin de l'année 2016, 7 membres n'ont pas renouvelé leur adhésion, le plus souvent parce que leur collectif ne se réunit plus pour le moment.

Les membres du CNDH Romeurope sont présents **dans toutes les régions de la France métropolitaine** avec une activité particulièrement forte dans tous les départements d'Ile-de-France, en Gironde, en Haute-Garonne, dans le Nord et le Pas de Calais, en Loire Atlantique, dans l'Isère, la Loire et le Rhône. Certaines associations nationales comme le Secours Catholique, Médecins du Monde, le CCFD-Terre Solidaire, la Ligue des Droits de l'Homme, La Cimade, ATD-Quart Monde ou le MRAP ont des « délégations » sur tout le territoire métropolitain et beaucoup d'entre elles sont investies auprès des citoyens européens vivant en habitat précaire.

LES NOUVEAUX MEMBRES EN 2016

■ Acina

ACINA a pour mission l'accompagnement socio-professionnel des nouveaux arrivants (réfugiés, migrants...) en situation de grande précarité en France. L'association lutte ainsi contre leur exclusion dans la formation et l'emploi à travers ses actions. Six principes guident les activités de l'association :

- le soutien personnalisé vers une autonomie durable ;
- la synergie des actions solidaires ;
- une stratégie partenariale avec les structures publiques et privées ;
- la valorisation des compétences et la promotion de la confiance en soi ;
- l'implication des personnes accompagnées dans la construction de leur projet de vie ;
- la promotion des droits de l'homme et la prévention de toute discrimination.

Le premier projet s'adresse aux personnes vivant en habitat indigne (bidonvilles et squats) en Île-de-France. Deux volets spécifiques du projet s'adressent aux jeunes et aux femmes de ce public.

■ ASET 93

L'association ASET 93 (Aide à la Scolarisation des Enfants Tsiganes dans la Seine-Saint-Denis) est née le 13 octobre 2006. Elle trouve sa lointaine origine dans l'initiative des frères lasalliens d'antennes scolaires mobiles aidant à l'alphabétisation des enfants du Voyage. La présence de populations migrantes, vivant en bidonville, le plus souvent roms ou perçues comme telles, a rendu indispensable le développement conjoint d'une action de médiation scolaire et culturelle. L'association vient à la rencontre des familles dans les bidonvilles ou autres lieux de vie provisoires, où

la scolarisation est particulièrement difficile du fait notamment des expulsions systématiques, avec la volonté de rendre effectifs l'accès et la réussite à l'école pour tous les enfants, sans considération de nationalité ou de régularité de séjour.

▪ **Collectif Solidarité Evry-Grégy/Dammarie-les-Lys**

Le Collectif s'est constitué autour de l'arrivée sur la commune d'Evry-Grégy-sur-Yerres (77) d'environ 200 personnes roms roumaines et bulgares, en majorité ferrailleurs. Le Collectif de soutien aux habitants du bidonville compte une vingtaine de personnes dont dix actifs, il est constitué d'habitants du village et de membres du RESF 77, des environs.

Ses activités, en relation étroite avec les habitants du bidonville (depuis mai 2016) s'exercent :

- Dans le domaine humanitaire aide à la nourriture (par les Restos du cœur dont un membre du collectif fait partie), apport de vêtements, etc.
- Dans le domaine de l'éducation : inscription à la mairie, problème (difficile) de cantine, accompagnement de certains enfants, organisation de cours de français.
- Dans le domaine de la santé, en lien avec le Réseau Ville-Hôpital, visites, accompagnement à des RV médicaux, vaccinations, etc.
- Dans le domaine juridique et administratif, défense des droits, domiciliations, collaboration avec l'avocate pour les procédures judiciaires.
- Dans le domaine « politique » institutionnel, recherche de moyens d'inclusion, par les démarches visant à trouver des solutions pérennes d'hébergement/habitat, d'emploi. Nous sommes en lien, sur la problématique de l'habitat avec la DDCS 77 et la plateforme AIOS

▪ **Les bâtisseurs de cabane**

L'Association « Les Bâtisseurs de cabanes », a été créée par les résidents du Platz du Pont des Poissonniers à Paris en novembre 2015. Elle a pour mission d'intérêt général la défense des personnes vivant dans des conditions précaires de logement en Ile-de-France, en particulier en les aidant à accéder aux droits les plus essentiels tels que le logement, le travail, la santé, la scolarisation des enfants l'apprentissage du français, la formation professionnelle. Son but est de promouvoir les compétences acquises des personnes en situation de précarité ainsi que leurs capacités collectives et individuelles à en développer d'autres pour accéder à une autonomie économique et sociale. L'Association aidera à la réalisation des formations nécessaires, à la création d'entreprises, de préférence coopérative, en particulier d'auto-construction accompagnée, à la participation aux projets de résorption de l'habitat précaire et d'insertion des personnes vivant en habitats précaires ou d'urgence ou sans abri. »

Contact : andre.feigeles@outlook.fr

▪ **UJFP**

L'Union Juive Française pour la Paix (UJFP) a été fondée à Paris en avril 1994-lors de la fête de Pessah 5754. En 2002 elle est devenue membre fondateur de la Fédération des Juifs européens pour une Paix juste (EJJP). Conscients de nos histoires, nous assumons notre rôle d'agir pour "créer un monde meilleur".

Le sionisme a abouti à la création de l'État d'Israël qui nie le peuple palestinien et ses droits. Le conflit ne peut donc être résolu qu'en mettant un terme à la domination d'un peuple par un autre, par la mise en œuvre du droit à l'autodétermination pour le peuple palestinien. Aucune solution juste et durable n'est possible sans un retrait total d'Israël de tous les territoires qu'il occupe depuis 1967, le droit au retour des réfugiés palestiniens et la fin de l'apartheid israélien qui fait de sa population palestinienne des citoyens de seconde zone.

La forme étatique que les peuples de la région établiront dépendra de leur volonté et de l'évolution de leurs relations. Nous militons pour qu'elles évoluent dans le sens de l'égalité des droits de tous les habitants, d'une coopération mutuelle et d'une justice sociale ouvrant à la voie de la paix.

L'UJFP regroupe des membres, Juifs ou non, qui œuvrent ensemble :

- pour le "vivre ensemble" en France comme au Proche-Orient,
- pour que des voix juives laïques et progressistes se fassent entendre,
- et sont partie prenante des combats contre tous les racismes et toutes les discriminations.

7. Fonctionnement et gouvernance

L'année 2016 a été une année charnière pour le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope.

En janvier 2015, des statuts provisoires étaient adoptés pour passer d'un collectif informel à une association et ainsi évoluer vers une nouvelle gouvernance.

Créé en 2000, le CNDH Romeurope est longtemps resté un collectif informel. En 2007, une association de gestion s'est formalisée pour la gestion administrative et financière. Les salariées du Collectif étaient embauchées par la Fnasat et mises à disposition du Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

Après une année de travail, de discussions et de consultation des membres sur les statuts, de nouveaux statuts ont été adoptés le 19 octobre 2016. Le 5 novembre, à l'occasion des rencontres nationales, l'assemblée générale a élu 7 nouveaux membres au conseil d'administration issus de différentes associations et collectifs membres de Romeurope. Certaines associations sont représentées par des personnes qui ont vécu en bidonville et leur expérience personnelle combinée à leur investissement associatif est une grande richesse pour le CNDH Romeurope. Les 8 associations fondatrices sont membres de droit du conseil d'administration.

Aussi, des personnes physiques peuvent demander à être adhérent individuel après approbation par le Conseil d'administration. Ces membres disposent d'une voix consultative à l'AG. Ils peuvent également être invités à siéger au CA avec voix consultative.

Composition du Conseil d'administration en décembre 2016 :

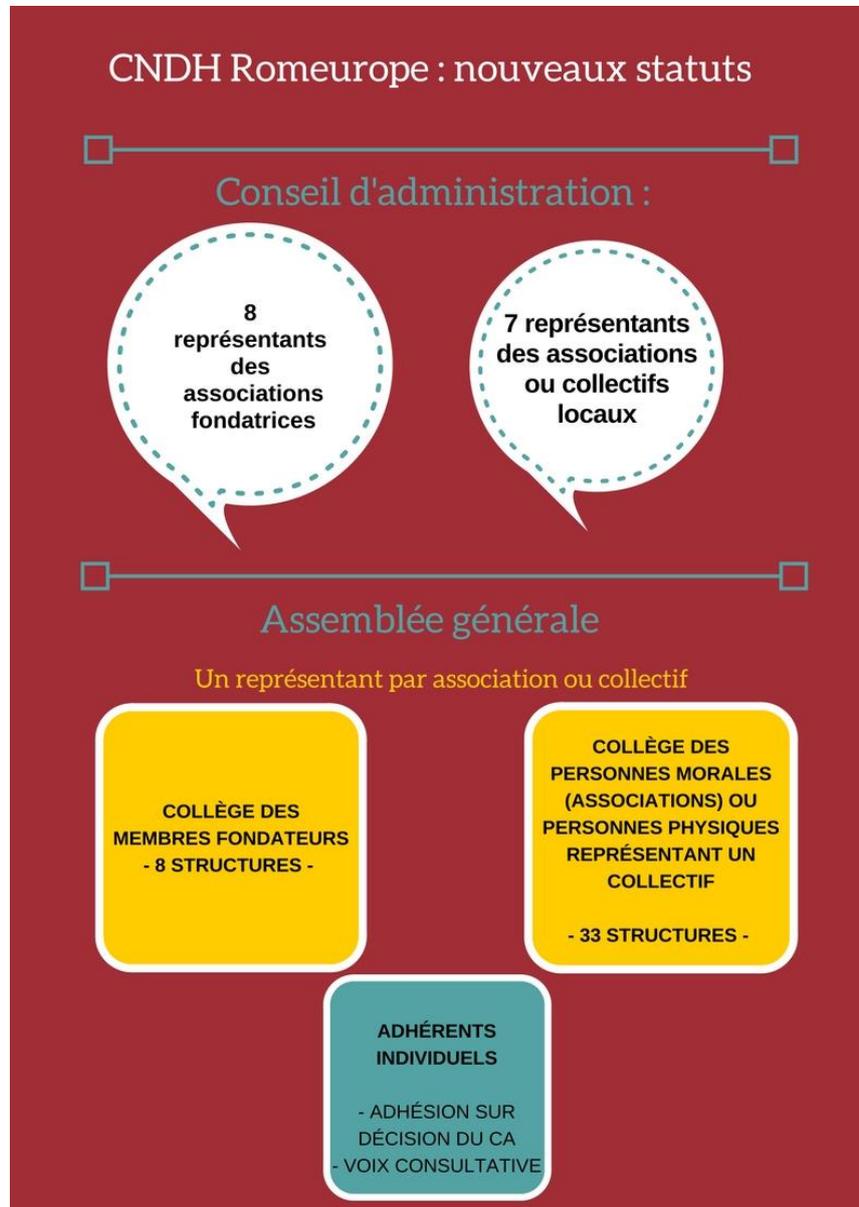
Dans le collège des membres fondateurs :

- **ASAV** : Laurent El Ghozi
- **Fnasat-Gens du voyage** : Stéphane Lévêque
- **Hors la Rue** : Guillaume Lardanchet
- **La Cimade** : Lise Faron
- **Ligue des Droits de l'Homme** : Malik Salemkour. Suppléante : Catherine Choquet
- **Médecins du Monde** : Catherine Frapard. Suppléant : Mathieu Quinette
- **Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP)** : Marie-Geneviève Guesdon. Suppléant : Yves Lorient
- **Secours Catholique** : Claire Sabah

Dans le collège des membres :

- **Association de soutien en Essonne aux Familles Roms et Roumaines (ASEFRR)** : Pascal Brelaud. Suppléante : Elizabeth Toullec Merten
- **Collectif Romeurope de l'Agglomération nantaise** : Philippe Barbo

- **Collectif Romeurope du Val Maubuée** : François Loret
- **Les bâtisseurs de cabane** : Alin Tudor
- **Les Enfants du Canal** : Elisa Riano. Suppléant.e : volontaire en service civique « Romcivic »
- **Rom Réussite** : Liliana Hristache
- **Roms Action** : Serge Darmon. Suppléante : Flore Mietton



9. La coordination du CNDH Romeurope

La coordination a pour mission d'apporter un appui technique aux acteurs du CNDH Romeurope, dans l'objectif d'animer le réseau et de favoriser l'émergence d'initiatives concertées pour l'accès aux droits des habitants de bidonvilles et squats et pour la lutte contre les discriminations à l'encontre des Roms. Elle n'a pas vocation à définir ou à piloter les actions des membres du collectif. Les salariées de la coordination contribuent aux activités d'observatoire et de plaidoyer du CNDH Romeurope. La coordination prépare

les ordres du jour du conseil d'administration auquel elle participe et rend compte de son activité. Les salariées de la coordination peuvent représenter le CNDH Romeurope auprès de différentes institutions et instances à la demande du conseil d'administration.

- **Les salariées de la coordination**

- Manon Fillonneau, déléguée générale depuis avril 2015
- Clotilde Bonnemason, chargée de mission depuis janvier 2015

- **Participation à des formations et conférences**

Afin de pouvoir accompagner et conseiller au mieux les membres du CNDH Romeurope, les salariées de la coordination ont participé à 5 formations en 2016 :

- 8 janvier 2016 : Formation organisée par Terre des Hommes et Alliance des Avocats des Droits de l'Homme sur la **l'application et la justiciabilité du Pacte International des Droits Economiques Sociaux et Politiques (PIDESC)**
- 11 janvier 2016 : Formation organisée par Metropop sur la **métropole du Grand Paris**
- 6 février 2016 : Formation ERRC et Gisti sur la **saisine de la Cour européenne des Droits de l'Homme et la Cour de Justice de l'Union Européenne**
- 27 juin : formation sur le **plaidoyer européen** organisée par Open Society
- 14-15 juillet : Formation organisée par la Voix des Roms sur la méthode du **community organizing** (réalisée par Studio Praxis)

Elles ont aussi assisté à des conférences et débats pour garantir une mise à jour constante de leurs connaissances sur les sujets abordés au sein du CNDH Romeurope :

- **Revue Projet – 19 janvier 2016** : débat « Bidonvilles, sortir du déni ? » à Sciences Po organisé par la Revue Projet à l'occasion de la sortie de son numéro sur le sujet
- **Fondation Abbé Pierre – 28 janvier 2016** : publication du rapport sur le mal-logement de la Fondation Abbé Pierre
- **Colloque de la Fondation Maison Sciences de l'Homme et de Plaine Commune** : Métropoles européennes : les bidonvilles contemporains et leur économie. Regards croisés : Recherche et Action publique.
- **Colloque Hors la Rue « Enfants victimes de la traite des êtres humains en France : comprendre et agir »** – 25 mai 2016
- **Fondation Abbé Pierre – 25 novembre** : conférence à l'occasion de la publication du rapport sur l'habitat indigne en Ile-de-France

- **Stage**

De janvier à avril 2016, Marine Simon a contribué aux activités de la coordination du CNDH Romeurope dans le cadre d'un stage initié en novembre 2015. Suite à des difficultés de recrutement de stagiaires, l'année 2016 s'est terminée sans nouvelle personne en stage.

10. Le CNDH Romeurope en région

Au niveau local, les collectifs et associations membres mettent en place un accompagnement des habitants des bidonvilles et squats vers les dispositifs de droit commun sur la base de leurs besoins. Ils agissent aussi afin de combattre toute forme de discrimination envers ces personnes, stigmatisées sur la base d'une appartenance réelle ou supposée à la minorité rom.

Dans les collectifs locaux, on retrouve souvent la composition du collectif national, avec la présence de bénévoles ou salariés des différentes organisations et structures membres du collectif.

Le travail au quotidien des comités et collectifs locaux se base sur la proximité avec les familles présentes sur les bidonvilles et squats ou à la rue, qui participent de manière effective aux échanges et aux actions des collectifs. Les actions qui s'ensuivent peuvent être d'ordre humanitaire : soigner, nourrir, habiller, abriter... ou d'accompagnement vers les dispositifs de droit commun (accès aux différents services de l'administration française dans tous les domaines cités : services de santé, de l'éducation nationale, de l'emploi, de l'habitat...) mais aussi de défense du droit contre les abus de l'administration et les actes de discriminations (défense en justice contre les évacuations et expulsions illégales de terrains et squats, défense en justice contre les procédures illégales d'éloignement du territoire, recours en justice devant les différentes instances judiciaires compétentes dans les différents domaines).

LE COLLECTIF NATIONAL DROITS DE L'HOMME ROMEUROPE ILE-DE-FRANCE

La mobilisation au niveau de l'Ile-de-France s'est structurée à travers des actions menées au nom des membres franciliens du collectif, rassemblés au sein du Collectif Romeurope Ile-de-France. Les activités du Collectif Romeurope Ile-de-France sont détaillées dans la [Partie III « Actions régionales »](#).

II. ACTIONS NATIONALES

1. Animation du réseau, diffusion et mutualisation de l'information

A) Diffusion et mutualisation de l'information

A travers toutes les actions du CNDH Romeurope en 2016, entre 700 et 800 personnes ont été concernées. Parmi ces personnes, nombreuses sont celles qui sont membres de Romeurope via leur association ou collectif, mais également des personnes extérieures qui ont pu participer aux échanges du réseau que ce soit au niveau national ou régional lors des rencontres nationales organisées par le collectif, des réunions régionales, à travers les listes de diffusion d'informations par mail, les différents événements (conférence de presse, interventions dans des lycées, universités, conférences etc...).

Sur le web, notre impact est de plus en plus fort, notamment avec notre compte twitter qui cumule près de 647 400 personnes atteintes sur toute l'année 2016 grâce à nos tweets. Plus de 13 800 visiteurs qui se sont rendus sur notre site internet et plus de 4 200 personnes ont été atteints par notre communication sur Facebook.

▪ Listes de diffusions

Il existe quatre listes de diffusion en fonction de la qualité de membres et selon l'appartenance géographique. Nous notons une augmentation des personnes inscrites sur nos listes. L'an dernier elles nous permettaient de toucher 638 personnes, en 2016, elles sont 683.

- La liste des membres officiels du collectif au niveau national : liste « **membres** ». Cette liste, qui met en relation directe les membres du collectif au niveau national, permet de rendre le collectif plus opérationnel. Elle est utilisée pour échanger sur des sujets spécifiques parmi les membres, diffuser les comptes-rendus des différentes réunions et d'autres documents internes au collectif destinés à une diffusion restreinte. Sont envoyées par la coordination des informations qui intéressent, concernent ou émanent directement des membres (informations pertinentes sur des événements, colloques, rapports, appels à la mobilisation d'un des membres, communiqués de presse d'un des membres, décisions de justice etc...). En janvier 2016 la liste des membres compte **246 personnes**, soit 30 personnes de plus que l'année précédente.
- La liste des membres officiels du Collectif Romeurope Ile-de-France : liste « **membres.idf** ». Cette liste poursuit le même objectif que la liste à destination des membres présentée ci-dessus. Elle cible les membres au niveau régional en raison de la prégnance de sujets et d'actions qui ne concernent que l'Ile-de-France, région qui compte plus d'un tiers des habitants des bidonvilles et des squats. L'échelon régional au niveau du plaidoyer fait particulièrement sens en Ile-de-France où un collectif Romeurope Ile-de-France s'est monté. Cette liste permet aussi d'organiser les actions et de coordonner les actions de ce collectif. **150 personnes** sont abonnées à cette liste en janvier 2017.
- La liste regroupant les membres, partenaires et sympathisants au niveau national : liste « **infos.romeurope** ». Cette liste sert à diffuser une information générale et pertinente à des personnes qui ne sont pas membres du CNDH Romeurope sur la situation des habitants des squats et bidonvilles, Roms ou perçus comme tels, en France et en Europe. Au travers de cette

liste sont diffusées des informations concernant la législation nationale et européenne, des projets locaux, nationaux et européens concernant les Roms, des rapports et des articles scientifiques sur le sujet, l'actualité sur les Roms migrants, des évènements (colloques, expositions, évènements culturels, autres) etc... Une grande diversité d'acteurs et d'actrices sont inscrites sur ces listes : des élus intéressés par la question, des journalistes, personnes travaillant dans des institutions, des associations non-membres etc. **189 membres sont inscrits sur la liste.**

- La liste regroupant les membres, les partenaires et les sympathisants en Ile de France : liste « **infos.idf** ». Cette liste a le même objectif que celle au niveau national, de la même manière que la liste « membres.idf », les informations diffusées concernent exclusivement la région Ile-de-France. Cette liste est composée de **98 membres** en janvier 2017.

- **Site internet** : www.romeurope.org

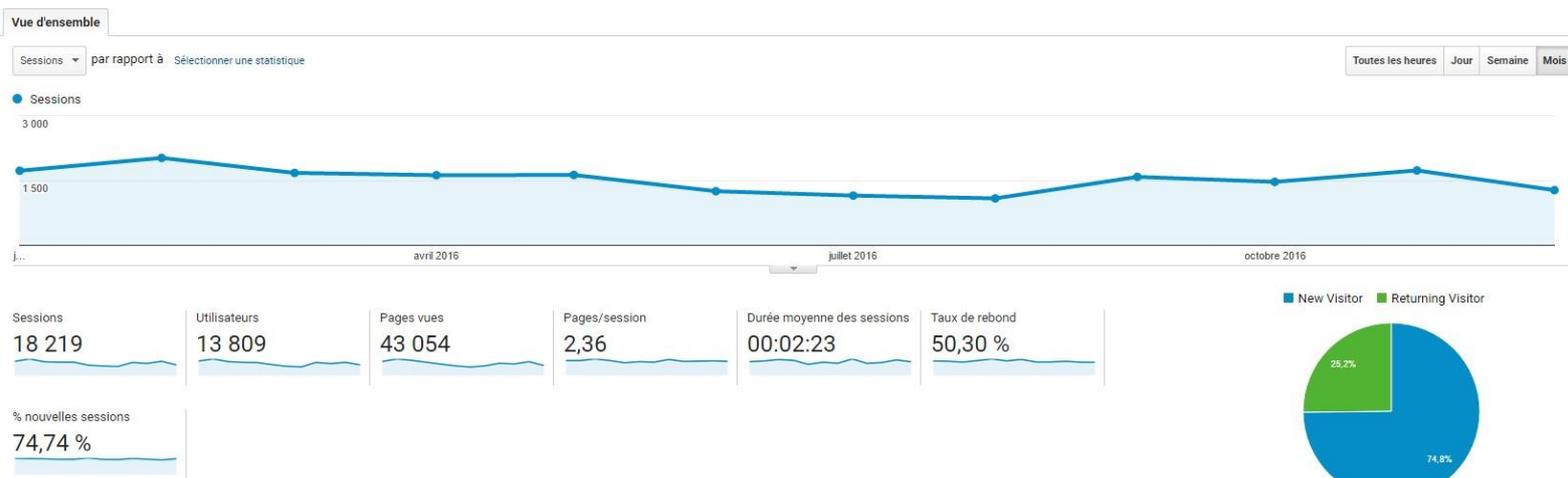
Le site internet du CNDH Romeurope, est en ligne depuis 2009. Outil de diffusion de l'information, de plaidoyer et de communication indispensable, il a semblé important de renouveler le site, tant dans son organisation que dans son ergonomie, afin de le rendre plus lisible, accessible et intuitif. L'objectif d'une telle refonte est d'atteindre une plus grande et surtout une meilleure utilisation des nombreux outils et informations présents sur le site, qui sont largement utilisés par les membres, les collectivités, les services de l'Etat, les journalistes, les étudiants et chercheurs...

Un questionnaire a été diffusé aux membres du réseau, acteurs essentiels dans l'usage du site afin de recueillir leurs impressions, besoins et usages du site internet et répondre au mieux à leur demande ; 30 réponses ont été recueillies. A partir de ces retours et des besoins du CNDH Romeurope, nous avons contracté un **webmaster et webdesigner**, Vincent Devillard, qui a commencé à travailler à partir d'octobre 2016.

La fin d'année 2016 a été consacrée à la réalisation de l'architecture du site internet ainsi qu'à la réalisation graphique et visuelle. La commande était de créer un site accessible, intuitif et agréable, qui privilégiera une entrée « thématique » avec la possibilité de filtrer les recherches selon les territoires et le type d'informations recherchée (un rapport, des outils, des textes de loi, des actions).

Statistiques sur l'utilisation du site en 2016 :

Selon Google Analytics, le site internet du CNDH Romeurope a généré en 2016 plus de 18.000 sessions pour plus de 13.000 utilisateurs, dont 75% sont des nouveaux visiteurs. Plus de 43.000 pages ont été vues.



▪ Page Facebook

Le CNDH Romeurope est de plus en plus présent sur les réseaux sociaux. Depuis 2013, il s'est doté d'une [page Facebook](#) (@CNDHRomeurope) afin de diffuser plus largement les informations générales et des actualités en lien avec les habitants des bidonvilles et des squats, migrants originaires de l'Europe de l'Est mais également sur le mal-logement, le racisme etc... Cette page permet aussi de relayer des actions menées au niveau national par le CNDH Romeurope et localement par des membres du réseau.

A la fin de l'année 2016, la **page Facebook du CNDH Romeurope compte 1173 abonnés.**

La page Facebook permet de mobiliser un public qui n'est pas forcément touché par nos moyens de diffusion plus « traditionnels » tels que les listes de diffusion. Elle permet aussi à des personnes de contacter le CNDH Romeurope pour une information générale ou pour s'engager auprès de collectifs plus localement de manière plus accessible et directe que via le site internet. Nous recevons de nombreux messages et sollicitations dans ce sens.

Enfin, certains articles postés sur Facebook ont des audiences élevées et permettent une bonne visibilité. Par exemple, en 2016, des articles sur des expulsions ou sur des événements ont eu de très bonnes audiences. La sortie d'une étude sur la scolarisation des adolescents a aussi connu une bonne audience puisque les articles publiés à cette occasion ont atteint plus de 3000 personnes et ont été relayés par l'Unicef ou encore le CCFD-Terre Solidaire qui ont des comptes très suivis.

▪ Compte Twitter

Depuis le mois d'août en 2015, le CNDH Romeurope a un compte Twitter ce qui lui permet d'avoir une visibilité plus importante sur les réseaux sociaux. Twitter touche des personnes différentes de la page Facebook en ce sens qu'il cible principalement des journalistes et des personnalités politiques. De ce fait, le CNDH Romeurope interpelle directement parfois des personnalités publiques et twitter se convertit dès lors en outil de plaidoyer. Il permet aussi d'attirer l'attention des journalistes avec plus d'efficacité. Ainsi, pour préparer la conférence de presse donnée à l'occasion de la sortie de l'étude sur la scolarisation des adolescents vivant en bidonvilles, une liste ciblée de journalistes qui ont été twittés a participé au succès de cette conférence.

En décembre 2015, le compte Twitter du CNDH Romeurope comptait plus de 200 abonnés, à la fin de l'année 2016, il en compte 473 avec 335 tweets. Cet outil nous permet d'informer mais surtout d'interpeller des personnes lors des expulsions de bidonvilles, de la publication des communiqués de presse et de lettre d'interpellation du CNDH Romeurope et de ses membres.

https://twitter.com/CNDH_Romeurope

B) Les rencontres nationales du CNDH Romeurope

Deux fois par an, le CNDH Romeurope organise des Rencontres nationales, l'une à Paris, l'autre en région. Temps forts de l'animation du réseau du collectif, ces réunions sont le lieu de rencontre des membres du CNDH Romeurope partout en France. Les rencontres nationales ont pour objectif d'échanger sur les expériences vécues par les membres et de les mutualiser. C'est aussi le lieu de débats plus globaux, de prises d'orientation politique, de questionnements également internes au collectif en termes de fonctionnement. Ce moment sert aussi à la coordination de présenter les actions en cours et à venir du CNDH Romeurope.

■ La rencontre nationale de Nantes – les 23 et 24 janvier 2016

Fin janvier 2016, les membres du CNDH Romeurope ont répondu en nombre à l'invitation à participer aux rencontres nationales qui se déroulaient à Nantes sur deux jours. Plus de **90 personnes** ont participé à ces journées. Un tiers des participants venait de l'agglomération nantaise. L'objectif de l'organisation des rencontres en région est de permettre aux militants locaux d'y participer pleinement. Pour cette session, étaient représentés **25 associations ou collectifs de 16 départements**. Des personnes de Gironde, Haute-Garonne, du Nord, du Rhône, des Bouches-du-Rhône, de Maine-et-Loire et de tous les départements d'Ile-de-France à l'exception des Yvelines.

Au programme de cette rencontre (1 jour et demi) :

- « Tour de France des situations locales » : qui permet aux militants de chaque territoire de faire un point et à l'audience d'échanger sur des cas similaires, des avancées ou des reculs dans le respect des droits fondamentaux des habitants des bidonvilles et squats.
- Intervention de Dominique Schaffauser, magistrat honoraire et militant d'ATD Quart Monde a permis de faire le point sur l'évolution de la jurisprudence européenne et ses conséquences pour la défense des occupants de terrain. Des retours d'expérience sur des contentieux précis tels que l'accès à l'eau, l'élection de domicile et la scolarisation ont permis de mettre l'accent sur la nécessaire coopération entre habitants, bénévoles, avocats et de certains institutions comme le Défenseur des droits. La présence de l'avocate nantaise Sylvie Bourjon, qui est intervenue à deux voix avec une médiatrice sanitaire de Médecins du monde a permis de mettre en lumière cet aspect. Enfin, Lise Faron, représentante de la Cimade au Conseil d'administration du CNDH Romeurope a expliqué les évolutions à venir dans la loi sur l'immigration et les conséquences d'une mesure telle que l'interdiction de circulation pour les ressortissants européens.
- Présentation d'une étude menée par l'association Trajectoires en avant-première aux membres du CNDH Romeurope. Ce travail a été mené par 4 chercheurs ayant une expérience significative auprès des personnes roumaines et bulgares en France et dans leur pays d'origine. Pour cette étude, ils ont effectué des entretiens avec des ménages qui ont vécu en bidonvilles et squats et qui, à ce moment-là, s'étaient extraits de cette situation pour avoir un hébergement stable ou un logement. Les résultats mettent l'accent sur les leviers de réussite et les principaux freins à

l'insertion socio-économique des personnes vivant en bidonvilles et squats. Elle offre directement aux associations et aux institutions des pistes de travail et d'action.

- Débat en petits groupes autour de la question des alternatives à l'expulsion, à savoir la stabilisation des bidonvilles et les conditions de sa réussite.

Le CNDH Romeurope attache une importance aux moments conviviaux durant ces rencontres. Un déjeuner roumain cuisiné par une auto-entrepreneuse roumaine Nantes a été servi le midi et un repas réalisé par une entreprise d'insertion a été servi le soir. Cela accompagné du concert d'un groupe local, (Rom Sucar) qui a permis aux membres d'avoir un moment de détente, festif et convivial.

■ La Rencontre Nationale de Paris – les 5 et 6 novembre 2016

La deuxième rencontre nationale s'est déroulée à Paris dans les locaux de Médecins du monde. Elle a réuni une **soixantaine de personnes** dont une très grande majorité de franciliens (49 personnes). 25 structures, associations ou collectifs étaient présents représentant 15 départements dont la totalité des départements d'Ile-de-France. S'ajoutent donc les départements de la Loire, des Bouches-du-Rhône, l'Isère, l'Hérault, le Nord et le Pas-de-Calais, le Rhône, la Loire-Atlantique. Pour ces rencontres, un temps a été consacré aux actualités des membres. Un débat a été organisé avec Nan Suel des associations Terre d'errance et de la Plateforme service aux migrants, présentes dans le Calais et à Norrent-Fontes. L'objectif de son intervention était de soulever des débats sur les convergences possibles, actions communes à imaginer entre les collectifs de soutien aux migrants et les collectifs de soutien aux habitants des bidonvilles, roms ou non-roms. Un débat intense a occupé l'après-midi avec des pistes d'action intéressantes.

Une assemblée générale a été organisée par la suite (voir [supra « Fonctionnement »](#)) ainsi que l'accueil de nouveaux administrateurs et administratrices au sein du Conseil d'administration.

La projection du film « Souvenir d'un futur radieux » et un repas se sont déroulés en soirée dans les locaux de la Ligue des droits de l'Homme, en présence du réalisateur José Vieira. Son documentaire met en parallèle une migration qu'il a lui-même connu enfant, en tant que fils de migrants portugais vivant dans un bidonville à Massy, et celle de familles roumaines vivant 40 années plus tard au même endroit, en Essonne dans les mêmes conditions. La participation au débat du réalisateur a permis aux membres présents d'échanger sur les points communs et sur l'expérience de la vie en bidonville.

La dernière matinée a porté sur les activités en cours et à venir du CNDH Romeurope. En effet, le retour des membres est essentiel à l'efficacité de l'action de la coordination. Puis, à la suite de l'intervention de la personne en charge du plaidoyer à Médecins du monde, Delphine Fanget, les membres ont fait un point en plénière sur les actions et la stratégie à adopter dans le cadre de l'élection présidentielle à venir.

Le week-end s'est clôturé par le traditionnel verre de l'amitié.

Construites comme des moments de travail privilégié, les rencontres nationales font l'objet d'un compte-rendu exhaustif envoyé à l'ensemble des membres du réseau.

C) Les déplacements en région

En 2015, de nombreux déplacements ont été organisés dans le cadre de l'élaboration du Rapport d'observatoire qui se voulait exhaustif dans la représentation des territoires. En 2016, la coordination a

souhaité continuer à rencontrer des membres sur leurs territoires pour mieux comprendre la situation locale et collecter des données.

■ Déplacement à Grenoble

Les 7 et 8 mars, les salariées de la coordination du CNDH Romeurope se sont rendues à Grenoble en réponse à une invitation d'une association d'étudiants de Sciences Po Grenoble. Ce fut l'occasion de rencontrer sur place Roms Action ainsi que d'autres interlocuteurs et interlocutrices.

Une salariée est intervenue à une soirée-débat organisée par l'association Ecole Ici et Maintenant formée par des étudiants et étudiantes de Sciences Po qui interviennent auprès des enfants dans plusieurs bidonvilles et squats de l'agglomération. Intervenait également Adèle Dumontier, directrice de Roms Action et Alain Denoyelle, adjoint à la Ville et vice-président du CCAS. Les échanges furent très intéressants notamment sur la situation plutôt spécifique de Grenoble au regard de l'action forte de la mairie mais également limitée face aux expulsions imminentes et à l'absence d'action de l'Etat.

Ce déplacement a été l'occasion de se rendre sur deux bidonvilles avec la présidente de l'association Roms Action, Bénédicte Fages, des membres du conseil d'administration de Roms Action et Cédric Gonsaud, salarié chargé de l'insertion professionnelle au sein de l'association.

Après un échange très riche avec l'association sur les actions respectives des structures, la coordination et des bénévoles de Grenoble sont allés sur le terrain du « Rondeau », financé et géré par le CCAS depuis un peu plus d'un an. A cette occasion, était convié M. Clapier, le directeur du service pauvreté ou précarité du CCAS. Ce terrain comporte 22 chalets pouvant accueillir 120 personnes avec des blocs sanitaires (1 pour 2 familles) et cuisines collectives. Ce dispositif a été mis en place pendant l'hiver 2014 et est destiné aux personnes orientés par le 115 ; il y avait donc au départ une mixité des publics. Au fur et à mesure des sorties des personnes et des expulsions de bidonvilles qui ont eu lieu dans l'agglomération, la majorité des personnes qui vivent sur ce lieu aujourd'hui sont des habitants de bidonvilles et squats d'origine roumaine.

Ainsi, lors de ce déplacement, une cinquantaine de personnes ont été rencontrées avec une diversité d'acteurs : élus, agents territoriaux, associatifs parmi lesquels administrateurs et salariés, étudiants et habitants de bidonvilles.

■ Visite du projet Villensemble à Ivry

Projet de l'association Convivances, Villensemble a permis depuis plus d'un an la stabilisation de familles roumaines sur un terrain pour une durée déterminée. Dans le cadre du rapport qui sortira en 2017 et dont l'un des objectifs est de mettre en lumière des projets innovants, les salariées de la coordination et Lisa Taoussi, salariée pour l'élaboration de ce rapport se sont rendues sur le terrain afin de rencontrer habitants et chargé de projet. L'échange a porté sur les avancées du projet, les difficultés de l'association notamment pour améliorer les conditions de vie et pour trouver des financements pérennes. L'intérêt pour ce projet porte notamment sur l'organisation et la participation des habitants au projet qui les concerne. La chargée du rapport s'est rendue une seconde fois sur le terrain pour faire des entretiens avec des habitants du terrain.

■ Déplacements à Lille

Le CNDH Romeurope s'est déplacé à deux reprises à Lille dans le cadre de son soutien à Jean-Luc Munro, militant [poursuivi pour violences volontaires à agent avec arme par destination](#) (son vélo !) alors qu'il se rendait pacifiquement, à vélo, assister à l'opération de « resserrement » d'un bidonville. Un déplacement a permis la rencontre de Jean-Luc avec François, administrateur du CNDH Romeurope et aussi [poursuivi dans un contexte similaire suite à l'expulsion d'un bidonville à Noisiel](#) (77).

Ces déplacements ont aussi été l'occasion d'échanger avec les acteurs locaux sur la situation des personnes vivant en squat et bidonville dans le département.

D) Mutualisation, capitalisation des compétences et expériences et formation

Capitalisation des expériences

La mutualisation et la capitalisation des expériences sont au cœur des échanges par mail sur les listes réservées aux membres et des rencontres nationales lors des temps « tour de France » (voir [supra « les rencontres nationales »](#)).

La fin de l'année 2016 a été consacrée à un travail de recueil de données issues du terrain par Lisa Taoussi, recrutée à mi-temps de septembre à décembre pour réaliser le rapport qui sera publié en février 2017. Ce rapport de « propositions » sera également le fruit de la mutualisation et synthèse des expériences et projets des membres. En effet, le rapport comporte une partie d'actualisation de la situation sur les 10 thématiques qui y sont abordées. Le travail d'observatoire, de veille et les remontées de terrain des membres tout au long de l'année permettent l'élaboration de ce travail.

Diffusion d'outils

Des outils à destination des membres du CNDH Romeurope ont été publiés en 2016 dans le but de renforcer les connaissances et les capacités d'action des membres sur le terrain. Ils couvrent des champs divers mais toujours en adéquation avec les besoins exprimés :

- **Une note sur la loi sur le droit des étrangers du 7 mars 2016** rédigée avec la Cimade. Cette note précise les conséquences de certaines mesures telles que l'interdiction de circulation pour les ressortissants européens. Elle a été diffusée largement auprès des membres et est [disponible sur le site internet du CNDH Romeurope](#).
- **[Une note sur les évolutions réglementaires sur l'élection de domicile](#)** diffusée en novembre 2016 et élaborée avec l'Asav, le Secours Catholique et Dom'Asile à la suite de la publication de nouveaux textes réglementaires et d'une instruction modifiant la procédure et l'accompagnement des personnes dans leurs démarches, la domiciliation étant un socle de l'accès aux droits.
- **Les actes et documents de travail** du séminaire inter-régional des avocats œuvrant pour la défense des occupants de terrain organisé par le CNDH Romeurope, la Fondation Abbé Pierre, Amnesty International, ATD Quart Monde, la Gisti, l'Asav et Jurislogement. A l'issue de cette journée, des documents généraux accessibles au grand public ont été rédigés ainsi que des notes juridiques plus techniques sur les questions de l'accès aux fluides, la destruction des biens des personnes lors des expulsions et la contestation des arrêtés municipaux.
- **Le [compte-rendu](#) de la journée d'échange sur l'accompagnement dans et vers l'emploi des habitants des bidonvilles** qui s'est déroulé en juin 2016. Des questions telles que l'accompagnement individuel et associatif, l'accès aux chantiers d'insertion, au statut d'autoentrepreneur ou encore à la langue ont été abordées grâce aux interventions de professionnels et aux retours d'expérience des militants et bénévoles.

- **Les comptes-rendus des rencontres nationales** de janvier et de novembre 2016 sont de véritables outils grâce au recueil des expériences et à la restitution des ateliers et débats qui s'y déroulent.
- **La mise en ligne et l'accès aux outils de prévention et d'information en santé** transmis par le programme national de médiation sanitaire avec des outils bilingue français-roumain relatifs à de nombreux sujets : accès à une assurance maladie, documents préventifs sur certaines maladies, sur la contraception, l'interruption de grossesse etc..
- **L'élaboration d'un outil de médiation** autour de l'exposition « Les Roms. Luttons contre les idées reçues » à destination des personnes qui organisent des temps d'animation avec des groupes d'adultes ou de scolaires.

Mutualisation de l'information avec les avocats

La mutualisation de l'information s'organise aussi à l'échelle des avocats avec lesquels travaillent les membres du CNDH Romeurope. Ainsi, deux formations pour juristes et avocats ont été organisées en 2016 à l'initiative d'un groupe de travail interassociatif sur la défense des occupants de terrain : Fondation Abbé Pierre, ATD Quart Monde, Gisti, ASAV, Amnesty International France, Jurislogement et CNDH Romeurope

Ce groupe de travail mène des actions de réflexion, de formation et d'information sur le plan juridique concernant les droits des personnes vivant en bidonville. Pour organiser ses deux temps forts de formation de l'année et pour échanger sur les actualités juridiques, le groupe s'est réuni 8 fois en 2016.

Le 18 mars 2016 s'est tenu le **séminaire inter-régional sur la défense des occupants de terrain**, auquel ont participé plus de 50 personnes dont une trentaine d'avocats. Ce séminaire d'une journée a permis aux participants (avocats, juristes, salariés associatifs) d'échanger sur leurs pratiques, leurs jurisprudences et d'élaborer des pistes de stratégie contentieuse pour défendre les droits des habitants des bidonvilles.

Une **formation spécifique sur les procédures administratives appliquées aux occupations de terrain** a été organisée le 25 novembre 2016 pour outiller les avocats à défendre les personnes vivant en bidonvilles et squats devant les tribunaux administratifs. Elle a rassemblé une dizaine d'avocats et autant de juristes associatifs.

Développement des partenariats

Dans une volonté de continuer à développer de nouveaux partenariats et de connaître les acteurs impliqués sur le sujet, le CNDH Romeurope a rencontré trois nouvelles associations en 2016 pour connaître leurs activités et leur présenter les siennes : **Emmaüs Coup de Main** (Paris), **Réseau Alpha** (Ile-de-France) et **Emmaüs Solidarité** (Ile-de-France).

Depuis plusieurs années, le CNDH Romeurope rencontre régulièrement **l'Unicef**, organisation internationale très concernée par la question des enfants vivant en habitat précaire. Deux réunions ont été organisées en mars et septembre 2016 pour échanger sur les projets en cours des uns et des autres.

E) Participation des habitants des bidonvilles et squats au réseau

La question de la participation des premiers concernés aux actions du CNDH Romeurope et à celles de ses membres est une réelle préoccupation. Conscient des difficultés matérielles et immédiates des personnes qui vivent dans une très grande précarité, le CNDH Romeurope souhaite continuer d'impulser la réflexion à ce sujet par plusieurs canaux et à plusieurs échelles.

Les **changements de statuts** et [l'élection de nouvelles personnes au conseil d'administration \(voir ci-dessus\)](#) du CNDH Romeurope ont vu l'entrée de deux personnes à la tête d'associations qui ont déjà vécu dans des bidonvilles. Leur expérience et leur analyse enrichiront les actions du collectif. L'association Les Enfants du Canal, qui siège aussi désormais au conseil d'administration, a prévu de venir avec un ou une volontaire en service civique à chaque réunion.

Aussi, à chaque **rencontre nationale**, le CNDH Romeurope essaie de favoriser la participation d'habitants de bidonvilles ou squats en prenant en charge leur transport et hébergement. Si certaines personnes ont pu venir à Nantes et d'autres à Paris, des efforts restent à déployer dans ce sens afin de développer l'investissement associatif local dans les structures membres, ce qui permettra de favoriser une mobilisation à l'échelle nationale de certains d'entre eux.

Les manifestations publiques du CNDH Romeurope, des interventions ou prises de parole sont autant d'occasions pour que des personnes concernées puissent avoir une place. Même si cela reste ponctuel, des habitants ou ex-habitants de bidonvilles et squats participent à ces événements sur invitation du CNDH Romeurope :

- Intervention le 25 mars 2016 dans un lycée à Vitré avec Nikolai Angelov, ancien volontaire à l'association les Enfants du Canal du projet Romcivic et auteur du livre Voyage à Auschwitz.
- Interview le 22 avril de Florina Potra et Adrian Bogdan, tous deux anciens volontaires en service civique avec Manon Fillonneau dans le cadre d'un sujet de TVDebout portant sur la situation des Roms en France.
- Intervention le 25 mai de Florina Potra à l'Université populaire d'ATD Quart Monde sur le logement pour témoigner avec Clotilde Bonnemason des difficultés liées à la vie en bidonville et en squat. Les actes de cette Université populaire sont disponibles sur le site du CNDH Romeurope.
- Participation d'Adrian Bogdan le 27 septembre à la conférence de presse du Collectif pour le droit des enfants Roms à l'éducation à l'occasion de la publication d'une étude sur la scolarisation des adolescents vivant en bidonville et en squat.
- Participation d'Alisa Boti, habitante d'un bidonville sous menace d'expulsion, à la réunion de bilan de la conférence régionale à la préfecture de région en octobre 2016.

Le « Conseil francilien des femmes roms » qui a vu le jour en 2015 avec l'association « La Firme 93 » et le CNDH Romeurope a continué en 2016, le projet étant prévu sur deux années. Il a pour objectif de réunir un groupe d'une dizaine de femmes qui vivent ou qui ont vécu en bidonvilles ou en squats en Ile-de-France, une fois tous les deux mois en moyenne. Ces femmes viennent de départements différents et de régions diverses en Roumanie. Leur situation peut être stable, menacée ou complètement instable. La souplesse du projet aura permis aux femmes rencontrant de grandes difficultés de continuer à venir et trouver aussi dans ces réunions avec d'autres femmes un soutien important. L'ordre du jour de ces réunions varie en fonction des envies de discussions des femmes.

Au cours des quatre réunions qui se sont tenues en 2016, plusieurs personnes extérieures sont intervenues pour pouvoir témoigner ou partager tout simplement leur expérience comme Anina Ciuciu, jeune roumaine rom, future avocate ayant elle-même connu la grande précarité dans son enfance en

Roumanie et à son arrivée en France. Les réunions se sont toutes tenues dans les locaux du CNDH Romeurope ou à la médiathèque Mateo Maximoff au 59 rue de l'Ourcq.

Les salariées du CNDH Romeurope se sont formées en juillet 2016 à la méthode du Community Organizing avec d'autres organisations, des personnes Roms et non-Roms habitant ou ayant habité en bidonville. L'un des objectifs de cette méthode est que les actions et mobilisations soient portées par les premiers concernés. De cette formation, un projet de campagne centré sur la question de scolarisation s'est monté. Les prémices de cette campagne ont été préparées en 2016 mais verront le jour en 2017. A titre d'exemple, une formation à la prise de parole face à un public et aux médias est prévue en février 2017.

F) Accompagnement et appui des membres

A travers les listes mails, le téléphone ou encore en présence physique, les salariées de la coordination et administrateurs apportent un appui à ses membres dans leurs questionnements ponctuels qu'ils soient juridiques, méthodologiques ou encore politiques. En amont ou en aval des expulsions, la coordination est sollicitée pour anticiper ou tenter de trouver des solutions, interpeller les préfetures, collectivités territoriales, mobiliser le public etc.

- Le CNDH Romeurope a ainsi donné des conseils à une association membre, Roms Réussite, pour le montage d'un projet à la suite d'une expulsion de familles que suivait cette association.
- L'association les Enfants du Canal à travers ses projets Romcivic et sur la scolarisation sollicite la coordination pour participer au programme de formation et à d'autres actions :
 - Formations de deux demi-journées le 1^{er} avril et le 29 avril sur les logiques des acteurs présents et décideurs qui ont un impact sur les personnes qui habitent en bidonvilles notamment à travers un jeu de rôle.
 - Formation aux techniques des entretiens pour les volontaires du projet « scolarisation » dans le cadre de l'étude du CDERE.

Le CNDH Romeurope participe aux réunions de pilotage du projet, la dernière ayant eu lieu le 29 juin 2016.

- Le CNDH Romeurope permet aussi un appui ponctuel aux associations membres ou non-membres qui peuvent solliciter la coordination. Ainsi, le 5 octobre 2016, trois enseignantes en antenne scolaire mobile qui sont également membres de l'ASET 93 ont demandé un temps d'une demi-journée pour faire un point sur la logique des acteurs publics qui sont sur les questions de scolarisation et sur les bidonvilles.
- Le CNDH Romeurope apporte très ponctuellement un appui physique aux membres lors de manifestations, plus particulièrement en Ile-de-France. Par exemple, en janvier 2016 à l'appel des habitants d'un bidonville porte de Clignancourt à Paris menacé d'expulsion ou encore à l'appel du Collectif de soutien d'Ivry qui manifestait devant le Ministère du logement à Paris.

2. La mission d'observatoire du CNDH Romeurope

A) Observatoire, veille juridique, alerte

Le rôle d'observatoire du CNDH Romeurope s'est principalement matérialisé en 2015 dans son rapport d'observatoire. En 2016, si le rapport n'a pas fait l'objet d'une telle recherche d'exhaustivité sur tous les territoires de membres du collectif, le travail de récolte et de recueil de données demeure d'une grande importance pour alimenter les actions et le plaidoyer quotidien du collectif.

Il s'agit d'un travail effectué tout au long de l'année grâce aux informations privilégiées communiquées par les membres agissant tant au niveau local que national et sur des thématiques diverses et variées. Cela permet au CNDH Romeurope d'avoir une reconnaissance en tant qu'observatoire sur le respect des droits fondamentaux des migrants d'Europe de l'Est habitant des bidonvilles ou des squats.

Le travail d'observatoire se fait en réciprocité entre diffusion d'informations importantes et pertinentes par la coordination envers les membres et remontées ponctuelles ou à la demande de la coordination sur des thématiques précises. Par exemple, à l'occasion de sa rencontre avec le ministère du logement, les membres ont été sollicités pour savoir ce qu'il leur paraît important de faire remonter en fonction de leurs expériences récentes.

Ainsi, le CNDH Romeurope porte une vision territoriale de la situation, un ancrage local qui lui permet de dénoncer les abus et les discriminations récurrentes dont sont victimes les ressortissants européens désignés ou qui se disent « Roms » et vivant en bidonvilles et squats dans les instances nationales où il peut siéger (Dihal, face aux ministères lors de rendez-vous bilatéraux, institutions diverses...).

B) Veille juridique et jurisprudentielle

Le collectif réalise également une veille juridique au niveau national et européen, indispensable dans la défense des droits des habitants des bidonvilles. La coordination grâce à des réseaux inter-associatifs et institutionnels portés sur les différentes thématiques, collecte et diffuse les projets, modifications de loi, nouveauté dans les politiques publiques qui pourraient avoir un impact sur le quotidien des personnes migrantes vivant en bidonvilles et en squats, à la rue ou en hébergement à l'hôtel.

Cette veille s'étend également à la jurisprudence au niveau national et européen et comprend toutes les décisions de justice (tribunaux administratifs, des tribunaux de grande instance, la Cour constitutionnelle, le Conseil d'Etat, la Cour de justice européenne et la Cour européenne des droits de l'Homme).

C) Le recensement des expulsions, évacuations (arrêtés municipaux) et incendies

Le CNDH Romeurope s'efforce depuis 2016 à suivre le nombre d'expulsions, d'évacuations de terrains, d'incendies et d'inondations qui surviennent sur les bidonvilles et squats ainsi que la mise en place ou l'absence de solutions d'hébergement ou de relogement. Cela permet au collectif d'avoir une analyse de l'amélioration ou la détérioration de la situation sur les différents territoires. Ces informations sont centralisées à partir :

- des remontées des membres du CNDH Romeurope qui apportent une vision plus proche de la réalité de l'expulsion et du suivi de la mise en œuvre de solutions lorsqu'il y en a. Cela permet aussi d'avoir un regard sur les conditions et procédures d'expulsion (diagnostic en amont de l'expulsion, décision de justice ou arrêté municipal/préfectoral, concours de la force publique, les éventuelles violations des droits fondamentaux des personnes (destructions des biens...), éloignement du territoire,

- une veille internet et médiatique basée sur une revue de presse quotidienne qui permet parfois d'avoir des informations sur des territoires où il n'existe pas de collectifs ou d'associations membres du CNDH Romeurope

Le CNDH Romeurope partage régulièrement les chiffres issus de son observatoire sur les expulsions avec **le European Roma Rights Centre et la Ligue des Droits de l'Homme pour rendre le recensement le plus exhaustif possible le recensement des personnes roms ou désignées comme telles**, expulsées de leur lieu bidonville ou squat. Ce recensement est publié tous les trimestres par la LDH et l'ERRC.

Le CNDH Romeurope a également recensé le nombre d'incendies et d'inondations dont peuvent être victimes les habitants des squats et des bidonvilles dans le but de voir si des solutions et prises en charge temporaires sont proposées dans ces situations d'urgence et de dénuement total.

D) Le recensement des discours stigmatisant

Le CNDH Romeurope, dans le cadre de ses missions de lutte contre les discriminations recense les propos stigmatisant des élus ou responsables politiques à l'égard de ceux qu'on appelle Roms et fait le lien avec des juristes spécialistes de la question pour savoir dans quelle mesure des poursuites sont possibles.

3. Activités de plaidoyer et de communication externe

Les activités de plaidoyer sont essentielles pour diffuser le travail d'observatoire ainsi que les recommandations du CNDH Romeurope. Les institutions visées sont le plus souvent nationales. Pour le plaidoyer local, un appui aux membres sous forme de conseil et d'élaboration de stratégie d'interpellation est fourni sur demande, les associations et collectifs locaux restant les plus pertinents pour établir un dialogue avec les autorités locales.

La communication externe permet d'alerter le grand public sur la question des personnes vivant en squats et en bidonvilles en France, réalité encore méconnue et sujette à beaucoup de fantasmes et de préjugés. C'est aussi en informant l'opinion publique que les changements politiques pourront être provoqués afin d'avancer vers un respect des droits fondamentaux pour tous.

Note : le plaidoyer à l'échelle de l'Île-de-France est décrit dans la [partie III « Actions régionales »](#).

A) Plaidoyer national

▪ Ministères et services de l'Etat

- Rendez-vous avec le Directeur général de la cohésion sociale Jean-Philippe VINQUANT, Catherine LESTERPT et Arbia GUEZGOUZ pour échanger sur la situation des habitants des squats et des bidonvilles et tout particulièrement sur celle des enfants – 21 janvier 2016
- Rendez-vous avec Aurélien TACHE, conseiller hébergement de Emmanuelle COSSE, Ministre du logement et de l'habitat durable sur la situation des habitants des bidonvilles, les crédits alloués à la résorption des bidonvilles, la question d'une nouvelle circulaire etc.. – 11 juillet 2016

- **Délégation interministérielle à l'hébergement et à l'accès au logement (Dihal)**

Depuis la circulaire du 26 août 2012 le **CNDH Romeurope participe activement aux différents travaux mis en place dans le cadre de la Dihal**. Le CNDH Romeurope répercute auprès de ses membres les informations délivrées par la Dihal et fait remonter des éléments sur la situation de terrain en France ainsi que ses recommandations et revendications. Le collectif ne manque pas d'exprimer, publiquement si nécessaire, ses éventuels désaccords tant sur les politiques conduites que sur les pratiques observées sur le terrain à travers les remontées de ses membres.

Le CNDH Romeurope a participé à deux **groupes nationaux de suivi** qui rassemblent l'équipe de la Dihal ainsi que les acteurs associatifs et opérateurs impliqués sur la question des personnes en squats et bidonvilles. Ces deux réunions qui se sont tenues le **15 juin et le 13 décembre 2016** nous ont permis d'obtenir des informations sur l'action publique en faveur des habitants des squats et des bidonvilles (utilisation des crédits dédiés, action à l'échelle européenne, action d'Adoma en Ile-de-France...), de connaître les chiffres du recensement bi-annuel des « campements illicites » effectué par la Dihal. Nous avons partagé des informations sur les refus et obstacles à la scolarisation rencontrés sur le terrain en 2016 et avons alerté la Dihal sur différentes expulsions de grands bidonvilles.

En 2016, le CNDH Romeurope a aussi participé au **travail de réflexion autour d'une nouvelle circulaire** qui irait au-delà de celle du 26 août 2012.

- 25 février 2016 : participation à la **réunion de lancement** des groupes de travail sur un document relatif à la résorption des bidonvilles
- 17 mars 2016 : participation au 1^{er} groupe de travail « **Objectifs, champ d'application et gouvernance** »
- 29 mars : participation au 2^{ème} groupe de travail « **Public visé et connaissance** »
- 11 avril 2016 : participation au 3^{ème} groupe de travail « **Accompagnement, bonnes pratiques et participation** »

Dans le cadre de ces groupes de travail, le CNDH Romeurope a **produit une contribution de 13 pages en avril 2016** avec un rappel du droit commun, des recommandations et des bonnes pratiques pour élaborer ladite nouvelle circulaire.

Le 3 novembre 2016, le **CNDH Romeurope a rencontré M. DEMOUGEOT, directeur de cabinet de la Dihal**, pour échanger sur les problèmes rencontrés sur le terrain, les actualités concernant les bidonvilles et les squats, le travail du CNDH Romeurope et celui de la Dihal.

En septembre 2016, la Dihal a mis en place la mise en place un « **Fil d'infos campements illicites et résorption des bidonvilles** » qui rend compte des « actions de la Dihal en matière d'anticipation et d'accompagnement des démantèlements de campements illicites et de résorption des bidonvilles ». **Le CNDH Romeurope diffuse régulièrement ce « fil d'infos » à ses 41 membres.**

- **Assemblée nationale**

- **Loi « Egalité et citoyenneté »**

Dans le cadre du projet de loi « Egalité et Citoyenneté », le CNDH Romeurope s'est associé à la Fondation Abbé Pierre pour porter un amendement qui avait pour objectif d'uniformiser les procédures civiles d'exécution dès lors que l'expulsion est exécutée sur un lieu habité, et ce quelque soit le type d'habitat. Cette uniformisation doit mettre fin aux inégalités existantes selon les formes d'habitat. Et ce, afin que les

personnes dont le domicile est un habitat précaire puissent jouir des mêmes droits que les occupants de bâtis.

Soutenu par Razzy HAMMADI et Valérie CORRE, rapporteur de la loi, ainsi que par la Ministre du logement, cet amendement a été adopté définitivement (article 33 octies).

Les conséquences pour les habitants des bidonvilles sont importantes : la loi prévoyait auparavant l'application des articles L. 412-1 à L. 412-7 aux seuls « locaux d'habitation ». **Ces articles sont relatifs aux différents délais applicables aux personnes visées par une procédure d'expulsion et à l'application de la trêve hivernale.** Ce terme excluait de fait les personnes qui ne vivaient pas dans un bâtiment en dur.

L'article 33 octies de la loi « Egalité et citoyenneté » **transforme le terme « local d'habitation » en « lieu habité »**. Les personnes vivant dans des baraques de fortune construites sur des terrains nus sont donc désormais concernées par ces articles.

Les dispositions relatives aux délais préalables aux expulsions ainsi qu'à la trêve hivernale sont donc désormais applicables aux personnes vivant en bidonville.

- **Rencontre avec la députée Edith GUEUGNEAU**

25 octobre 2016 : rencontre avec Edith GUEUGNEAU, députée PS du Saône-et-Loire, afin de lui présenter l'étude « Ados en bidonvilles et en squats : l'école impossible ». Engagement à poser une question écrite sur le sujet de la scolarisation des enfants et jeunes en bidonville.

- **Défenseur des droits**

- En mars 2016, le CNDH Romeurope a co-signé une saisine du Défenseur des droits interassociative sur les dysfonctionnements généraux des services préfectoraux à l'égard des personnes étrangères sans hébergement stable avec Domasile, le Comede, le Secours Catholique, la Cimade, la Fnars, Médecins du Monde et la FEP.

- Le 14 juin 2016, le CNDH Romeurope a rencontré le Défenseur des Droits dans le cadre de son travail avec le Collectif pour le droit des enfants Roms à l'éducation (CDERE) sur la scolarisation des enfants et adolescents en habitat précaire. (voir [partie 4. Le CDERE](#))

Les recommandations du CNDH Romeurope et du CDERE se sont toutes retrouvées dans le rapport annuel 2016 du Défenseur des Droits consacré aux droits de l'enfant : « [Droit fondamental à l'éducation : une école pour tous, un droit pour chacun](#) » et notamment dans les parties suivantes de la 1^{ère} partie sur l'égalité des droits devant l'école :

- **Chapitre 1. – Le droit à accéder à l'école**
 - I. Les conditions de l'inscription scolaire
 - II. L'impact de la précarité de logement et d'hébergement
 - III. Les difficultés rencontrées par les enfants étrangers
 - IV. L'accès aux transports, cantine, activités périscolaires
- **Chapitre 2. – Le droit à être accompagné dans sa scolarité**
 - III. Les élèves allophones nouveaux arrivants.

B) Plaidoyer européen et international

L'action de plaidoyer du CNDH Romeurope cible aussi les institutions européennes afin de les alerter sur la réalité de la situation des habitants des squats et bidonvilles citoyens européens vivant en France en situation de grande précarité.

- En février 2015, le CNDH Romeurope a **co-signé une pétition inter-associative auprès du Parlement européen** avec le Gisti, l'ERRC, La Cimade, l'ASSFAM, l'AEDH et la LDH à propos du droit au séjour, de la rétention, de l'éloignement et de libre circulation des citoyens européens en France. Cette pétition a été rejetée par la Commission pétitions (*PETI committee*) du Parlement européen. La Commission Européenne, consultée dans le cadre de cette pétition, a répondu « ne pas être en mesure d'identifier une infraction à la législation de l'Union ».
- Le 16 février 2016, le CNDH Romeurope a assisté à un [séminaire organisée au Parlement européen par la FEANTSA sur le sans-abrisme et les citoyens européens mobiles](#) qui a permis au CNDH Romeurope d'en savoir plus sur les pratiques de nos voisins européens en matière d'accueil de citoyens européens précaires, et de prendre contact avec d'autres organisations de la société civile dans l'Union européenne.
- **29 juin 2016 - Evènement sur les progrès dans la mise en œuvre des stratégies d'intégration des Roms, S&D.** Cet évènement, organisé par le groupe politique « socialiste et démocrate » du Parlement européen rassemblait divers représentants des institutions européennes, des gouvernements des Etats membres et de la société civile pour faire le bilan des progrès dans la mise en œuvre des stratégies d'intégration des Roms. Les progrès sont évalués à la lumière de la recommandation du [Conseil de l'UE du 9 décembre 2013 relative à des mesures efficaces d'intégration des Roms dans les États membres](#). La [Commission européenne a produit un document compilant les actions de chaque pays](#) sur la discrimination, la réduction de la pauvreté, l'éducation, l'emploi, la santé, le logement, la coordination... 5 ans après la mise en œuvre d'un cadre pour les stratégies nationales d'intégration des Roms. Le bilan de tous les intervenants de la matinée était qu'il y avait des progrès mais qu'ils étaient maigres et/ou lents. Le CNDH Romeurope est intervenu pour recommander une approche plus inclusive et basée sur la précarité sociale, et non pas uniquement sur l'appartenance ethnique, afin de faire avancer les droits de chacun. Faire par exemple appel à des experts du logement, de l'éducation, de l'emploi, de la santé plutôt qu'à des experts sur les « questions Roms » pour construire les politiques européennes et nationales. Cette analyse était partagée par les associations italiennes et suédoises notamment.
- **17 octobre 2016 : Quito (Equateur).** A l'invitation de l'[Alliance internationale des habitants](#), le CNDH Romeurope a participé au [Tribunal International des Expulsions](#) organisé à l'occasion du Forum social et populaire face à Habitat III. Les pays du monde entier se réunissaient à Quito entre le 17 et le 20 octobre pour la 3^{ème} conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable. Un forum alternatif organisé par la société civile s'est tenu dans les locaux de l'Université Centrale de l'Equateur et le tribunal international des expulsions en était l'évènement majeur. Avec des associations venues de Corée du Sud, de Palestine, de République Démocratique du Congo, du Brésil, des Etats-Unis et d'Equateur, le CNDH Romeurope a témoigné

des expulsions de personnes vivant en squats et en bidonvilles en France, et décrivant notamment le cas de l'expulsion du bidonville de la Petite Ceinture en février 2016. Cette mise en scène de tribunal, composé d'un jury d'experts internationaux, a permis de parler des expulsions à Quito car ce sujet n'était pas abordé au sommet officiel. Ce déplacement a aussi été l'occasion d'assister à des conférences tenues lors du sommet officiel Habitat III, la question des bidonvilles et de l'accueil des migrants étant un point très sensible dans la construction des villes pour les 20 prochaines années. La question du droit au logement et du droit à la ville a été posée de façon très forte par Leilani Farha, Rapporteur spécial sur le logement convenable des Nations Unies.

- **29 et 30 novembre : Participation à la Roma Platform.** A l'invitation de la Dihal, point de contact national sur le sujet des Roms pour la Commission européenne, nous avons participé à la Plateforme annuelle sur les Roms de la DG Justice. Cet événement annuel rassemble représentants de l'Etat, représentants de collectivités locales et acteurs de la société civile investis sur la question des Roms. Cette édition a été l'occasion de présenter la nouvelle étude de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne sur les Roms en Europe. Les sessions plénières avaient pour sujet :
 - La responsabilisation mutuelle des acteurs pour l'effectivité des politiques publiques et des financements
 - La responsabilisation mutuelle pour un partenariat effectif des acteurs et la participation des Roms

Lors des travaux en groupe, le CNDH Romeurope a présenté la situation des citoyens européens précaires en France, vivant en squat et en bidonville et a défendu une approche basée sur la non-discrimination et la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

C) Plaidoyer interassociatif

■ **Collectif des associations unies pour une nouvelle politique de logement (CAU)**

Le CNDH Romeurope a rejoint le Collectif des Associations Unies en 2015 pour porter la question des bidonvilles au cœur de la lutte contre le mal-logement avec les principaux acteurs associatifs mobilisés.

En 2016, le CNDH Romeurope a notamment contribué :

- au groupe de travail sur l'organisation d'une action du Collectif des associations unies le 30 mars, la veille de la fin de la trêve hivernale pour dénoncer la gestion au thermomètre de l'hébergement. Une conférence de presse scénarisée s'est tenue Place du Palais Royal, où des dizaines de matelas avaient été installés pour attirer une attention médiatique sur la demande collective : un plan d'urgence pour les sans abri et mal-logés.
- au travail de préparation d'une campagne digitale sur les préjugés envers les pauvres dans le cadre de la campagne présidentielle

<https://collectif-associations-unies.org/>

■ **Groupes de travail sur la domiciliation et les droits sociaux**

Dans le cadre de la réforme de la domiciliation prévue par la loi ALUR, le CNDH Romeurope s'est associé à d'autres associations pour participer aux réunions organisées par la DGCS et faire des commentaires et recommandations sur les projets de décrets et circulaires. Le CNDH Romeurope se facilite du travail effectué car les décrets publiés en mai 2016 et l'instruction publiée en juin ont permis de clarifier la

définition du lien avec la commune, essentiel pour demander une élection de domicile auprès des CCAS et qui concerne beaucoup de citoyens européens vivant en squats ou bidonvilles.

Grâce à la participation des associations aux travaux de la DGCS, il a été acté que les CCAS ont désormais l'obligation d'accuser réception d'une nouvelle demande. Enfin, le CNDH Romeurope accueille très positivement la disparition de la domiciliation spécifique AME pour les personnes en situation irrégulière, ce qui simplifie les démarches.

En 2016, un groupe de travail interassociatif a été créé à l'initiative de la Fondation Abbé Pierre pour réunir les acteurs franciliens mobilisés pour l'accès aux droits sociaux des personnes précaires et souvent étrangères. Deux réunions se sont tenues : en juin sur la domiciliation, en décembre sur la protection maladie. Un travail de remontée de données issues du terrain servira à réunir un plaidoyer national sur la question.

D) Communication externe et lutte contre les préjugés et les discriminations

Le CNDH Romeurope a pour objectif de diffuser vers le grand public une information correcte et objective sur la situation vécue par ces populations sur le territoire français ainsi qu'en Europe. La diffusion de l'information est un instrument fondamental pour lutter contre les préjugés et les stéréotypes sur lesquels se basent les principales discriminations. La lutte contre les préjugés s'exerce à différents niveaux : prises de parole médiatique, des conférences ou événements institutionnels ou associatifs, devant des étudiants ou des lycéens etc...

Au-delà des publications sur le site internet et les réseaux sociaux ([voir supra « diffusion et mutualisation de l'information »](#)), ainsi que des informations diffusées via les listes mails décrites plus haut, la communication externe du collectif est assurée par la mise en œuvre des moyens suivants.

▪ Communiqués de presse et interactions avec les médias

L'année 2016 a été marquée par l'envoi à la presse de 8 communiqués de presse sur des situations et des sujets différents. A travers ces prises de position publique, le CNDH Romeurope réaffirme ses revendications.

La coordination du CNDH Romeurope est régulièrement sollicitée pour les médias pour des commentaires sur la situation nationale. Il est aussi contacté pour des sujets concernant des situations locales ; les journalistes sont alors renvoyés vers les membres du Collectif en région, présents sur le terrain.

En « Annexe 1 » : revue de presse des articles mentionnant le CNDH Romeurope

Date	Titre du communiqué de presse	Communiqué signé par...	Lien
30 mars 2016	« Le collectif demande un plan d'urgence pour les sans-abri et les mal logés »	Le Collectif des associations Unies (dont le CNDH Romeurope est membre)	https://collectif-associations-unies.org/plan-urgence/

5 avril 2016	« Stratégie régionale pour les habitants des squats et des bidonvilles en Ile-de-France : l'Etat peut mieux faire »	Collectif Romeurope Ile-de-France	http://romeurope.org/spip.php?article1614
8 avril 2016	« Lettre ouverte à M. Bernard Cazeneuve »	Collectif du Tribunal d'opinion sur les violations des droits des enfants Roms	http://romeurope.org/spip.php?article1618
19 avril 2016	« Surenchère de plusieurs maires dans le racisme anti-Rom »	CNDH Romeurope	http://romeurope.org/IMG/pdf/cp_cndh_romeurope_-_surenchere_de_plusieurs_maires_dans_le_racisme_et_le_rejet_anti-rom.pdf
20 juin 2016	« Pour un accueil digne et respectueux des droits fondamentaux des étrangers en France »	Communiqué initié par Médecins du Monde et co-signé par 90 associations. Publié à l'occasion de la journée mondiale des réfugiés.	http://romeurope.org/IMG/pdf/appel_collectif_20_juin_-_journée_mondiale_refugiés.pdf
7 juillet 2016	« Expulsion d'un bidonville à St-Denis : la France s'assied sur les injonctions de la Cour Européenne des Droits de l'Homme »	CNDH Romeurope	http://romeurope.org/IMG/pdf/cp_07.07.2016_-_la_france_s_assied_sur_la_cedh.pdf
26 août 2016	« Circulaire du 26 août 2012 : quatre ans après, les bidonvilles sont toujours là ! »	CNDH Romeurope	http://romeurope.org/spip.php?article1682
27 septembre 2016	« Ados en bidonvilles et en squats : l'école impossible ? »	Collectif pour le Droits des Enfants Roms à l'Education	http://romeurope.org/spip.php?article1602

▪ Conférences de presse

Le CNDH Romeurope a pleinement participé à l'organisation de la conférence de presse du Collectif pour le droit des enfants roms (CDERE) à l'éducation à l'occasion de la publication de son étude sur la scolarisation des adolescents en squats et en bidonvilles.

Cette conférence de presse a été un vrai succès puisque plus de 10 journalistes des plus grands médias étaient présents et la couverture médiatique importante. Toutes les informations dans la [partie relative au CDERE](#).

▪ Actions de sensibilisation des différents publics et lutte contre les discriminations

Une sensibilisation tout au long de l'année

La lutte contre les préjugés est inhérente aux actions que le CNDH Romeurope porte sous de multiples formes : intervention publique lors de débats, dans des colloques universitaires, dans des classes, auprès des média, des institutions rencontrées...

L'importance des actions d'information et de sensibilisation en direction du grand public et notamment des riverains des lieux où des familles sont installées a été maintes fois soulignée lors des réunions du CNDH Romeurope. Il s'agit d'informer des élus locaux, d'échanger avec la presse locale et d'élargir les réseaux de solidarité et les mobilisations existantes en associant des citoyens ou des organisations encore peu informées de la situation de ces familles en France.

Le soutien à l'organisation d'événements

Le CNDH Romeurope est souvent sollicité par ses membres ainsi que par des organismes extérieurs au réseau dans le cadre de la préparation d'événements locaux de sensibilisation et d'information concernant la situation des Roms migrants en France. L'appui aux membres dans leurs actions de sensibilisation prend plusieurs formes :

- Communication autour de l'événement via les listes de diffusion et les réseaux sociaux et le site internet du CNDH Romeurope
- Mise à disposition des contacts presse du CNDH Romeurope à ses membres lorsqu'ils souhaitent solliciter des journalistes
- Aide dans la recherche et orientation vers les intervenants les plus appropriés ou intervention directe de membres du conseil d'administration ou des salariées du collectif.
- Mise à disposition de supports d'informations et de plaidoyer (rapports, brochures, expositions, outils pratiques, films, ouvrages)
- Co-organisation directe par le CNDH Romeurope de l'action avec des membres.

Parmi les supports d'information que le CNDH Romeurope met à disposition des militants et associations qui souhaitent organiser des événements, on retrouve :

- **Brochure : « [Les Roms. Luttons contre les idées reçues](#) »** : cette brochure est le « best-seller » du CNDH Romeurope. Confectionnée en 2013 et réimprimée deux fois, la brochure a été actualisée en 2016 et rééditée en 5000 exemplaires à partir des modifications faites pour l'exposition (rajout d'une fiche sur la délinquance, d'illustrations et actualisation de données). 1450 brochures ont été diffusées d'août à décembre 2016 partout en France : écoles, médiathèques, collectivités, organismes de formation, associations (voir tableau en **Annexe 2**).
- **Exposition : « [Les Roms : luttons contre les reçues](#) »**
En 2015 le CNDH Romeurope a élaboré une exposition à partir de la brochure mentionnée ci-dessus. Après un travail d'actualisation des textes et de rajout de certaines fiches et illustrations, l'exposition a été éditée en 3 exemplaires. Deux exemplaires supplémentaires ont pu être tirés grâce au soutien du CCFD-Terre Solidaire qui a lui-même imprimé des versions pour diffuser l'exposition dans son réseau. L'exposition est un outil complémentaire plus facile d'utilisation pour des événements, dans des espaces socio-culturels ou encore dans l'espace public. L'exposition et la brochure sont disponibles sur le site pour visualisation et diffusable sur demande. **En 2016, elle a été empruntée 22 fois** auprès du CNDH Romeurope pour des structures très diverses qui montrent l'intérêt pour le sujet de nombreux acteurs : associations, collectifs, syndicats, mairies, universitaires... (voir tableau en **Annexe 3**)
- **« Fiches d'information à l'usage des enseignants concernant l'accès à l'éducation des enfants allophones vivant en squat et bidonville »** : ces fiches, publiées en 2014 par le Collectif pour le droit des enfants Roms à l'éducation (CDERE), est souvent sollicité pour être distribué à des enseignants, soit par des syndicats, soit par des associations ou collectifs. Elles sont aussi

régulièrement distribuées lors d'évènements organisés par les membres du CDERE et/ou du CNDH Romeurope.

- **L'étude « Ados en bidonville et en squats : l'école impossible ? » a été diffusée** sur demande ([voir infra dans la partie CDERE](#))
- **Intervention avec des groupes scolaires** au Centre d'animation Ken Saro Wiwa les 22 et 24 mars auprès d'une classe de 5^{ème} (21 élèves) et des délégués de classe de 4^{ème} et 3^{ème} (20 élèves) d'un collège situé dans le 20^{ème} arrondissement. Ces deux séances ont été animées par Clotilde Bonnemason et Marine Simon qui a élaboré un outil de médiation. Ces animations ont été conçues de manière ludique autour de deux jeux, un faisant appel aux préjugés à travers le dessin et cherchant à discuter avec les élèves de ce qui construit nos préjugés. La seconde animation, dite « le jeu de la ligne » permet à deux groupes d'argumenter sur des affirmations à propos de la vie en bidonvilles et des Roms. Un temps de médiation autour du panneau « Habitat » a permis d'enrichir le débat.
- **Les interventions** dans les universités et lycées (Université Paris –Diderot, Université de Nanterre, lycée de Vitry, à l'AFPA, auprès de futurs travailleurs sociaux) permettent aussi d'aborder la thématique de manière ludique et d'amener une sensibilisation à la question.
- **Le CNDH Romeurope a produit un outil d'animation et de médiation culturelle** autour de l'exposition grâce au concours d'une stagiaire, Marine Simon. Cet outil a été diffusé sur quelques demandes et sera mis en ligne à disposition de tous début 2017.
- **Tribunal d'opinion pour les violations des droits des enfants Roms** : En juin 2015 se tenait un tribunal d'opinion, évènement ayant pour objet de montrer et dénoncer le traitement des enfants roms en bidonvilles d'une façon originale : la mise en scène d'un tribunal. En juillet 2016, le verdict définitif a été rendu public, condamnant l'Etat et les collectivités territoriales, et une [vidéo de 6 minutes](#) avec des images du procès a été partagée sur les réseaux sociaux. Le CNDH Romeurope a contribué à l'élaboration du site internet qui contiendra les vidéos de toutes les interventions. Le site – qui sera mis en ligne début 2017 – sera un formidable outil pédagogique avec des témoignages de personnes concernées par des violations de leurs droits fondamentaux en France et de professionnels travaillant dans le champ de l'enfance, du sans-abrisme, de la lutte contre le racisme, de la santé etc...
- **Développement d'une carte « Bidonvilles et politique de la ville dans le nord de Paris »**, en partenariat avec l'Université d'Angers et notamment le professeur Samuel Delépine. Cette carte, finalisée en 2016, sera partagée en 2017 accompagnée d'un texte d'analyse des résultats.

■ **Rencontres, colloques, conférences et autres manifestations publiques**

En 2016, le CNDH Romeurope a participé à 25 évènements/rencontres qui ont contribué à améliorer la connaissance du public sur la situation des personnes vivant en squats et bidonvilles et ainsi à lutter contre les préjugés dont sont victimes les Roms et les personnes vivant en habitat précaire.

INTERVENTION A L'INVITATION D'ASSOCIATIONS OU DE COLLECTIVITES :

- **Fondation Abbé Pierre – 7 janvier 2016** : Café-info à destination des salariés de la Fondation sur la question des habitants des bidonvilles et des squats originaires d'Europe de l'Est en France

- **UJFP – Formation – 20 mars 2016** : une administratrice a participé à un week-end de formation de l'Union juive française pour la paix pour échanger sur la situation et les statuts des Roms et des Gens du voyage
- **Les Enfants du Canal, programme Romcivic – 1^{er} avril 2016 et 29 avril** : intervention dans le cadre du cycle de formation des jeunes en service civique du programme Romcivic (jeunes roumains, bulgares ayant vécu ou vivant et bidonvilles ainsi que des jeunes français). Formation sur les institutions françaises et européennes intervenant sur la question des squats/bidonvilles/Roms afin de permettre l'identification des acteurs et des (en)jeux de pouvoir. Réflexion sur les politiques publiques en cours et à construire.
- **Les Enfants du Canal, programme Romcivic – 8 avril 2016** : participation à une émission de radio organisée à l'occasion de la Journée internationale des Roms sur la Place Edmond Michelet à Paris. Cette émission de 3h, animée par Badrou Saïd Abdallah et Mehdi Maklat du Bondy Blog a été diffusée en direct sur la place lors de l'évènement et est disponible en podcast sur le site des Enfants du Canal.
- **Cercle de la Licra et Eurocités – 14 et 28 avril 2016** : participation à des ateliers participatifs sur « citoyenneté européenne et Roms »
- **l'Institut international des Droits de l'Homme et de la Paix – 12 mai 2016** : évènement organisé au Conseil régional de Normandie dans le cadre d'un projet de sensibilisation de 650 lycéens sur la thématique « droit à l'éducation et citoyenneté ». Participation au jury de la restitution finale du projet « [Do the right\(s\) thing](#) » sur le droit à l'éducation des migrants.
- **Université populaire ATD Quart Monde – 25 mai** : participation à l'Université populaire sur le logement avec Florina Dobra, qui a vécu en bidonville en France et qui vit désormais dans un appartement à Paris. Evènement organisé en partenariat avec la Commission nationale consultative des droits de l'Homme.
- **Mairie du 18^{ème} arrondissement** : intervention sur les Roms à l'occasion de la semaine de la solidarité internationale

INTERVENTION AUPRES DE LYCEENS, ETUDIANTS ET CHERCHEURS :

En 2016, le CNDH Romeurope a rencontré **13 étudiants, chercheurs ou groupes d'étudiants ainsi que 3 classes** (lycée et Master 2) intéressés par les questions de précarité/Roms/bidonvilles/squats. Le CNDH Romeurope s'attache à répondre, dans la mesure du possible, aux demandes des étudiants et des chercheurs afin de discuter de leurs sujets d'étude ou de recherche, et d'apporter l'expertise et le positionnement du collectif sur certaines questions.

Le 17 juin 2016, le CNDH Romeurope a fait partie du jury lors de la soutenance de mémoire de Marine Simon, en stage jusqu'en avril 2016 à la coordination du collectif.

DATE	ETUDIANT.E CHERCHEUR/EUSE	LYCEE UNIVERSITE	PROJET DE RECHERCHE

2 mars 2016	Nellie Peyton	Sciences Po Paris	Etudiante en journalisme et droits de l'homme à Sciences Po Paris, travaillant sur un projet de reportage sur les Roms en France. Reportage publié dans le Word Policy Journal : http://www.worldpolicy.org/blog/2016/04/21/roma-france-politics-exclusion
25 mars 2016	Deux classes de 1 ^{ère}	Lycée public de Vitré (35)	Sur invitation de l'Institut international des Droits de l'Homme et de la Paix de Caen, la déléguée générale du CNDH Romeurope est intervenue dans un lycée avec Nikolaï Angelov (auteur de « Voyage d'un jeune Rom à Auschwitz ») pour parler des habitants des squats et des bidonvilles à deux classes de 1 ^{ère} STMG du lycée Bertrand d'Argentré de Vitré.
1 avril 2016	Arlex Gomez	Ecole d'Urbanisme de Paris.	Etude sur la question de Roms, l'habitat précaire et l'efficacité des dispositifs de relogement mis en place par le gouvernement français en Région Parisienne.
5 avril 2016	Classe de Master 2	Université Paris Ouest Nanterre	Intervention devant les élèves du Master « Crise, École, Terrains sensibles » sur la scolarisation des enfants des squats et bidonvilles. Ce master est centré sur les méthodes d'intervention et d'éducation formelle et informelle en France et à l'étranger. L'objectif de cette intervention était de donner aux étudiants un éclairage sur l'enfance en bidonvilles en France et nos actions à l'articulation entre production de connaissance sur un public méconnu et actions de plaidoyer.
24 mai 2016	Laura Guérin	Université de Créteil	Mémoire de Master 2 : « Les politique européenne d'insertion des jeunes Roms vers l'emploi »
30 mai 2016	6 étudiants	Harvard University - Partenariat avec Sciences Po	Formation de 6 étudiants de Harvard sur les acteurs et politiques publiques à destination des habitants des squats/bidonvilles originaires d'Europe de l'Est. Ces 6 étudiants ont chacun effectué un stage dans des associations ou services de l'Etat à partir de juin 2016.
14 juin 2016	Classe entière	American University of Paris	Formation de 20 étudiants sur les habitants des squats/bidonvilles originaires d'Europe de l'Est en France, Roms ou désignés comme tels.
22 juin 2016	Cristina Juverdeanu,	King's College London	Thèse de doctorat sur la liberté de circulation des Roms en France.
15 septembre 2016	Romeo Ihnatiuc	AFPA - Créteil	Formation de médiateur social : questions envers des structures professionnelles sur leur fonctionnement et le rôle de la médiation.
9 novembre 2016	Ioanna Vrabiescu	Université d'Amsterdam	Recherche post-doctorale en anthropologie sur les expulsions de Roms en Europe.
17 novembre 2016	Master 2 Migrations relations inter-ethniques (MIRI)	Paris VII	Intervention dans la classe de Master 2 du Master MIRI sur la question des Roms, des bidonvilles etc...

18 novembre	Léa Bourgeois	NSA Paris Val de Seine	Mémoire sur « Les bidonvillois, dénicheurs d'espaces habitables, ou comment le bidonville met-il en exergue les capacités d'un délaissé de la planification urbaine, à être habité »
30 novembre 2016	M. Meraoumia	Ecole d'assistant social	Mémoire d'étude comme travailleur social sur la scolarisation des enfants Roms.

4. Le Collectif pour le Droit des Enfants Roms à l'Education (CDERE)

▪ Historique

Créé en 2009, le Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation (CDERE) rassemble une trentaine d'associations, collectifs, syndicats et personnes individuelles qui œuvrent pour l'effectivité du droit à l'éducation pour les enfants vivant en grande précarité dans des bidonvilles et squats. Beaucoup des membres du CNDH Romeurope sont aussi membres du CDERE. S'y ajoutent des structures spécialistes des questions d'enfance et/ou éducation.

Les membres du Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation – CDERE

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ASAV 92** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines & Roms) – **Aset 93 et Aset 95** (Association d'Aide à la Scolarisation des Enfants Tsiganes) – **Association Solidarité Roms Saint-Etienne** – **ATD-Quart monde** – **CLASSES** (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) – **CLIVE** (Centre de Liaison et d'Information Voyage Ecole) – **Collectif National Droits de l'Homme Romeurope** – **Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie 95** – **Collectif Romeurope du Val Maubuée 77** – **Collectif Roms de Montpellier** – **Collectif Romeurope 92 Sud** – **Collectif Romyvelines** – **DEI-France** (Défense des Enfants International) – **Ecodrom** – **FCPE** (Fédération des conseils de parents d'élèves) – **FERC-CGT** (Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture) – **Gisti** – **Hors la Rue** – **Intermèdes Robinson** – **L'école au présent** – **Ligue des Droits de l'Homme** – **MRAP** (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **RESF** (Réseau Education Sans Frontière) – **Romeurope 94** – **Scolenfance** – **Secours Catholique-Caritas France** – **SNPI-FSU** (Syndicat national des personnels d'inspection) – **SNUipp-FSU** (Syndicat National Unitaire des instituteurs professeurs des écoles et Pegc-Fédération syndicale unitaire) – **Sud Education**.

Ainsi que des militants en faveur des droits des enfants

▪ Objectifs et actions

Le CDERE poursuit plusieurs types d'actions :

- la mobilisation des acteurs de l'éducation nationale et la sensibilisation du grand public aux obstacles à la scolarisation de ces enfants et jeunes ;
- des actions de plaidoyer envers toutes les parties prenantes pertinentes
- des outils d'informations et de formation (guide, étude, lettres-types etc.)

▪ Fonctionnement

Le CDERE est indépendant du CNDH Romeurope même si les liens entre ces collectifs sont étroits. Ainsi, ce dernier participe activement à l'animation du CDERE et héberge sur son site les informations concernant le CDERE qui permettent à ce dernier d'avoir une interface de communication : <http://romeurope.org/spip.php?article1366>

Le CDERE informe ses membres par une liste de diffusion. Une autre liste est réservée à l'organisation du Comité de pilotage qui lui-même a une fonction d'organisation et de prise de décision.

Sa composition :

- ASET 93
- CNDH Romeurope
- Gisti
- Hors la Rue
- Ferc-CGT
- Resf
- Sud Education
- DEI-France
- SNUipp-FSU
- Sperentza
- FCPE
- Collectif de soutien de l'agglomération lilloise
- Des personnes individuelles particulièrement investies dans ce champ.

Un nouveau membre est entré au comité de pilotage en septembre 2016 : l'ASET 93

Le comité de pilotage oriente les actions du CDERE et participe plus activement au plaidoyer. En 2016, il s'est réuni à sept reprises : le 20 janvier, le 25 février, le 21 mars, le 12 mai, le 7 juillet et le 19 septembre et le 11 octobre.

Une fois par an ou tous les deux ans, le CDERE organise un **rencontre nationale** pour réunir ses membres. Cette année elle s'est déroulée le 2 avril à la Bourse du Travail à Paris et a rassemblé une **cinquantaine de personnes** (voir infra).

B) Etude sur la déscolarisation des enfants de 12 à 18 ans vivant en bidonvilles et squats

En 2015, le CDERE a lancé une étude sur l'état de la scolarisation des enfants et des jeunes, en particulier les jeunes de 12 à 18 ans qui vivent en habitat précaire, dans des squats, des bidonvilles et pour quelques un-e-s, dans des hôtels. L'absence de données sur leur situation et des remontées de terrain de ses membres allant dans le sens d'un état de non-scolarisation alarmante, ont décidé le CDERE à mettre en place, à son échelle, une enquête pour alerter les pouvoirs publics de cette absence de scolarisation. En 2016, le CDERE a donc achevé cette étude.

Cette étude, à la fois qualitative et quantitative s'est déroulée en plusieurs temps :

- Un premier temps d'enquête via la **passation de questionnaires** pour une collecte de données quantitative et qualitative. Le questionnaire a été distribué sur 34 lieux de vie auprès de 161 jeunes ayant entre 12 et 18 ans et vivant en bidonvilles et en squats. La partie qualitative comportait une question afin de recueillir leur ressenti sur leur expérience ou inexpérience scolaire à travers la question « Que penses-tu de l'école ? ». 18 de ces questionnaires ont été passés en Essonne, à Champlan, à Wissous et à Chilly-Mazarin et 10 ont été recueillis à Montreuil et à Stains en Seine-Saint-Denis.
- Ensuite, ces questionnaires ont fait l'objet **d'un traitement et d'une analyse statistique** avec les conseils de chercheurs de l'Université Paris-Diderot et de l'Université Paris Ouest Nanterre. Nous avons dégagé et croisé les données qui nous paraissaient essentielles à mettre en lumière dans l'étude. Olivier Brito, chercheur à l'Université de Nanterre a participé à deux comités de pilotage et a organisé un temps spécial pour nous transmettre une méthode d'analyse des réponses des jeunes à la question « Que penses-tu de l'école ? » nous donnant la possibilité d'avoir une analyse très intéressante sur la vision de l'école par les jeunes que nous avons utilisée dans notre étude finale.

- La **rencontre du 2 avril** rassemblant les membres du CDERE avait en grande partie pour objet d'avoir un retour des acteurs de terrain sur les données récoltées. Ce retour s'est avéré essentiel dans l'analyse des données, leur diffusion, leur communication et le plaidoyer à déployer.
- **La phase qualitative** : d'un point de vue méthodologique, Olivier Brito ainsi que d'autres chercheurs, Pierric Bergeron et Marie-Anne Hugon ont consacré une matinée à aider Romeurope à élaborer la phase d'entretiens. Cela nous a permis de faire une grille d'entretien et un guide à destination des membres qui souhaitaient mener ces entretiens. Nous avons rencontré ici des difficultés dans la mise en œuvre de cette étape tant d'un point de vue méthodologique qu'organisationnel. Au final, nous avons récolté 5 entretiens : deux d'entre eux ont été faits dans l'agglomération lilloise et trois autres à Montreuil, grâce au concours de volontaires en service civique aux Enfants du Canal, dont certains, eux-mêmes roms roumains ont pu assurer la traduction.

Elle a été imprimée en 500 exemplaires et publiée le 27 septembre 2016 à l'occasion d'une conférence de presse au siège du syndicat d'enseignants SNUipp-FSU, membre du CDERE. Elle a été diffusée par les canaux suivants :

- **Au sein de syndicats** : à l'université d'automne de SNUipp-FSU et au congrès annuel de la FERCCGT composés principalement de professionnels de l'enseignement primaire, secondaire et supérieur permettant ainsi de toucher directement le corps enseignant (250 exemplaires diffusés).
- **Au sein des associations et collectifs** membres du CDERE et du CNDH Romeurope pour qu'ils puissent s'en servir pour leur plaidoyer local :
 - Au sein des structures qui font partie du Comité de pilotage (GISTI, Hors la Rue, Ferc-CGT ; SNUipp-FSU, Resf)
 - l'ASET 93 (Aide à la scolarisation des Enfants Tsiganes) pour son plaidoyer et ses portes ouvertes à Saint-Denis en septembre
 - le Gisti pour une journée sur les enfants migrants organisée par la FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Elèves)
 - CLASSES (Collectif lyonnais pour l'accès à la scolarisation et le soutien des enfants des squats) pour le colloque organisé le 14 octobre sur les questions de scolarisation, de la vie après le bidonville avec une présentation de l'étude.
 - Le MRAP pour diffusion pendant leur Assemblée générale en septembre.
 - Auprès des membres de Romeurope à l'occasion des rencontres nationales qui rassemblent l'ensemble des membres sur toute la France (70 participants).
 - Aux associations du réseau INFOMIE (mineurs isolées) à l'occasion d'une journée d'étude pour les 10 ans du réseau en décembre 2016.
 - Au Réseau éducation sans frontières (RESF), 100 exemplaires
- A destination de plusieurs Centres académiques pour la scolarisation des enfants allophones nouvellement arrivés et des enfants issus de familles itinérantes et de Voyageurs (CASNAV) :
 - Envoi sur demande spécifique pour diffusion dans le CASNAV du Rhône.
 - Diffusion auprès du CASNAV de Paris et de Créteil.
- A la députée Edith Gueugneau pour lui proposer de formuler une question au gouvernement sur cette question spécifique de la scolarisation des adolescents

- A la ministre de l'éducation nationale accompagné d'un courrier pour lui présenter les résultats de l'étude.

B) La journée du CDERE

La journée du CDERE a été organisée le 2 avril, à la Bourse du Travail de Paris dans le 3^{ème} arrondissement. Cette journée avait trois objectifs :

- L'échange d'expériences des membres présents sur la question de la scolarisation, de la maternelle au lycée sur leurs différents territoires.
- Une présentation de l'avancement de l'étude et un retour des membres à son sujet
- Une discussion pour préparer les éléments de plaidoyer de l'étude.

50 personnes ont participé à ces échanges. Etaient représentés 11 territoires : le Val de Marne, l'agglomération grenobloise, l'agglomération lyonnaise, la Seine Saint Denis, la métropole lilloise, l'Essonne, les Hauts de Seine, la Seine et Marne et Paris. Une synthèse de ces échanges a été diffusée au réseau à l'issue de la rencontre.

C) Interventions extérieures

Le CDERE peut être sollicité pour intervenir sur des thématiques de l'enfance, de l'éducation :

- Le CDERE a participé cette année au groupe de travail du **CASNAV de Paris**, portant sur les enfants « Roms ». 4 réunions se sont déroulées dans l'année, l'occasion pour le CDERE de transmettre des outils (brochures sur les préjugés, fiches pratiques à destination des enseignants, études), de faciliter la coordination avec les associations, d'organiser des formations pour professeurs.
- Intervention auprès d'une classe de **Master 2 Cadre d'intervention en terrain sensible (CITS)** à l'université de Nanterre à la demande d'Olivier Brito sur la question de l'éducation en bidonville et en squat le 5 avril 2016.
- Intervention de Guillaume Lardanchet, président du CNDH Romeurope et participant actif du CDERE à un **séminaire au rectorat de Paris** le 31 mai 2016.
- Intervention auprès des volontaires des **Enfants du Canal** autour de l'étude sur les adolescents et la méthodologie des entretiens le 8 juillet 2016.

D) Interpellations des pouvoirs publics

- **Audition avec les chargées d'étude du Défenseur des enfants – 16 juin 2016** : production d'une note sur les problèmes de scolarisation des mineurs vivant en bidonville, notamment les adolescents entre 12 et 18 ans pour alimenter le [rapport annuel du Défenseur des droits](#) qui portait cette année sur le droit à la scolarisation. De nombreux éléments du CDERE ont été repris.
- Le 1^{er} septembre le CDERE a publié un **communiqué de presse** le jour de la rentrée pour rappeler de nombreux enfants en bidonvilles n'ont pas accès à l'école : <http://romeurope.org/spip.php?article1684>

- Le 1^{er} septembre, le CDERE a organisé et participé à **un rassemblement** avec des organisations travaillant auprès de mineurs isolés étrangers face à l'Hôtel de Ville. Avec le Bureau d'accueil et d'accompagnement des migrants, l'ADJIE et d'autres organisations l'objectif était de faire une « classe en plein air » pour celles et ceux qui en sont privés tout en interpellant la mairie et le Conseil départemental. Il y a donc eu un « cours de français » en plein air, des lectures de récits, des prises de paroles de jeunes et de représentants associatifs dont le CDERE. Cet événement a vu passer des centaines des personnes sur le parvis de la Ville de Paris. Le CDERE en a profité pour rencontrer ces associations et diffuser son communiqué de presse.
- **La Conférence de presse liée à la sortie de l'étude du CDERE** : elle s'est déroulée le 27 septembre dans les locaux du SNUipp-FSU. Un communiqué de presse a été diffusé le jour même. La prise de parole à la tribune était partagée entre un représentant associatif, le président du CNDH Romeurope, des représentants syndicaux et un jeune ex-volontaire des Enfants du Canal qui avait participé à l'élaboration de l'étude et lui-même ayant vécu en bidonville.

Dix journalistes se sont déplacés à la conférence de presse (AFP, France Info, RFI, France Info, France Inter, La Croix, RFI, Le Parisien, LCI, Café pédagogique). De nombreux autres journaux ont publié des articles ensuite (voir en pièce jointe la revue de presse en **Annexe 4**).

- A la suite de la publication de l'étude, 5 exemplaires ont été envoyés au **Ministère de l'éducation nationale accompagnés d'un courrier**, pour leur présenter notre recherche et exposer nos questionnements. Cette lettre est restée à ce jour sans réponse.
- Dans le cadre de sa participation au réseau **Agir Ensemble pour le Droit de l'Enfant** (AEDE), le CDERE a suivi l'audition de la France par le Comité de contrôle de la Convention internationale des droits de l'Enfant (CIDE). Des membres du CDERE assistent régulièrement aux actions d'AEDE. En 2016, le CDERE contribue à l'élaboration du livre blanc d'AEDE qui compte brosse l'ensemble des revendications à porter face aux candidats pour l'élection présidentielle. Le CDERE impulse ainsi la problématique des enfants vivant en bidonvilles et en squats.

III. LE COLLECTIF ROMEUROPE ILE-DE-FRANCE

Le Collectif Romeurope Ile-de-France (CRIDF) regroupe des associations et collectifs locaux réunissant des citoyens militants, ainsi que des délégations régionales ou départementales des associations nationales

Collectif Droits de l'Homme Romeurope Ile de France

ASAV (*Association pour l'accueil des voyageurs*) – **ASET 93** et **ASET 95** (*Aide à la scolarisation des enfants tsiganes*) – **ASEFRR** (*Association de Solidarité en Essonne aux familles roumaines et rroms*) – **CCFD-Terre solidaire** – **ECODROM** – **FNASAT-Gens du voyage** – **Habitat Cité** – **Hors la Rue** – **La Cimade** – **La Ligue des Droits de l'Homme** – **Les bâtisseurs de cabane** – **Les enfants du Canal** – **Médecins du Monde** – **MRAP** (*Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples*) – **Première urgence internationale** – **Romeurope 94** – **Rom Réussite** – **Secours catholique (Caritas France)** – **Union Juive Française pour la Paix**

Et le Collectif Romeurope 93, le Collectif de soutien aux familles rroms de Roumanie et d'ailleurs (95), le Collectif Romyvelines (78), le Collectif RomParis, le Collectif Romeurope du Val Maubuée (77), le Collectif Romeurope Antony-Wissous, le Collectif Evry-Grégy/Dammarie les Lys

Le Collectif Romeurope Ile-de-France a une fonction de veille et d'alerte ainsi que de soutien technique pour ses membres. Il permet aux membres de se rencontrer régulièrement pour partager des réflexions, échanger des savoirs et conseils et organiser des actions collectives à l'échelle francilienne. Le Collectif développe des actions d'interpellation, d'information et de plaidoyer : communiqués de presse, réunions publiques, lettres ouvertes sont publiés de façon autonome mais cohérente avec le CNDH Romeurope. Le Collectif entretient des contacts avec des institutions franciliennes comme le Conseil régional d'Ile-de-France et la Préfecture de région Ile-de-France et participe à des groupes de travail lorsqu'il le juge pertinent.

■ Diffusion et mutualisation de l'information

REUNIONS

En 2016, **deux rencontres du Collectif Romeurope Ile-de-France** ont été organisées au 59 rue de l'Ourcq (février et septembre). A chaque occasion un tour de table a été réalisé afin d'avoir une présentation de l'état des lieux sur chaque département. Ces réunions sont une occasion pour les militants et associatifs de terrain d'échanger sur les sujets suivants : méthodologie pour un accompagnement réussi, personnes et organismes ressources sur le territoire de l'Ile-de-France, outils pratiques dont les soutiens peuvent se prévaloir, nouveautés législatives et jurisprudentielles, pratiques illégales et/ou abusives rencontrées et les possibilités de les contrer etc... Ces réunions sont aussi l'occasion de construire un positionnement commun pour interagir avec les institutions régionales, et notamment la Préfecture de région Ile-de-France dans le cadre de la « [Stratégie régionale pour les campements illicites](#) ».

FORMATION

Le 11 juin, une formation destinée aux bénévoles d'associations et collectifs membres de Romeurope a été organisée avec le soutien financier de la Région Ile-de-France, sur l'emploi des personnes vivant en squat et bidonvilles. La formation a réuni 30 personnes autour du programme suivant :

■ Introduction

Echanges d'expériences des participant.e.s de l'accompagnement dans et vers l'emploi

- **Accompagnement vers l'emploi des personnes vivant en bidonvilles/squats/hôtel social** – Laura Mocanu – ACINA

A partir de la pratique de l'association ACINA, nous verrons quels outils, quels réflexes avoir lorsqu'on accompagne des personnes en situation de précarité vers l'emploi.

- **L'action de Rom Réussite** - Liliana Hristache

L'association Rom Réussite accompagne des roumains habitant dans un squat à Montreuil vers l'insertion professionnelle.

- **Repérer les structures de l'insertion par l'activité économique** - Maria Gabriela SAENZ – Chantiers Ecole Ile-de-France

Après un petit historique, Maria dressera un panorama des structures de l'IAE afin de repérer vers qui s'orienter et orienter des habitant.e.s de bidonvilles et squats selon leurs profils.

- **Les récupérateurs vendeurs biffinEs: de l'exercice informel des métiers de la biffe à l'inclusion professionnelle et sociale des récupérateurs et recycleurs ?** – IntervenantEs de l'Association AMELIOR.

- **Quelle offre de formation linguistique ?** - Présentation du Réseau Alpha

- **L'accès à l'emploi pour les jeunes et l'accès à la langue** – expérience du Secours Catholique dans l'Essonne

■ **Stratégie régionale sur les bidonvilles en Ile-de-France – Préfecture de région Ile-de-France**

Le 20 octobre, le Préfet Jean-François CARENCO a invité associations, services de l'Etat et certains élus à une conférence régionale, demandée depuis de nombreuses années par les associations. Le CNDH Romeurope a été invité à s'y exprimer. Le Préfet a annoncé la création de groupes de travail en novembre et décembre pour établir une « stratégie régionale » sur les bidonvilles en Ile-de-France en 2016. Le Collectif Romeurope Ile-de-France a participé aux deux sessions des deux groupes de travail (« campements » et « insertion ») et a publié une contribution écrite pour ces groupes de travail afin de rappeler le droit commun et quelques bonnes pratiques observées en Ile-de-France et ailleurs.

En 2016, le Collectif Romeurope Ile-de-France a continué de s'investir pour faire des propositions à la Préfecture de région Ile-de-France dans l'élaboration de sa « [stratégie régionale pour les campements illégitimes](#) » :

- 11 février 2016 : Participation à la première réunion de restitution de la stratégie régionale, intervention de la déléguée générale du CNDH Romeurope au nom des membres franciliens
- 23 février 2016 : Rendez-vous avec Jean-François CARENCO, Préfet de région Ile-de-France, sur la stratégie régionale pour les habitants des squats et des bidonvilles en Ile-de-France
- 5 avril 2016 : Grâce à un travail collectif de ses membres, le [CRIDF a produit une note de 13 pages](#) suite à un envoi par la Préfecture d'une version de travail à amender.
- 13 avril 2016 : Participation à la réunion finale de restitution de la stratégie régionale. La grande majorité de ses recommandations a été ignorée et n'apparaît pas dans la version finale. Le CNDH Romeurope a donc publié un communiqué de presse à la suite de la publication de la version finale

intitulé « [Stratégie régionale pour les habitants des squats et bidonvilles en Ile-de-France : l'Etat peut mieux faire](#) ! ». ».

- 5 décembre 2016 : Participation à la réunion « Point d'étape de la mise en place de la stratégie régionale » : le Collectif Romeurope Ile-de-France a pu exprimer ses observations quant à la non-application sur le terrain d'une grande partie de la stratégie régionale
- **Comité de pilotage de la Plateforme AIOS – Adoma & Préfecture de région Ile-de-France**

La Plateforme AIOS (Accueil, information, orientation, suivi) a été créée à l'initiative de la Préfecture de région dans le cadre de la circulaire du 26 août 2012. Dans sa plaquette de présentation, l'objectif affiché est le suivant : « Elle a vocation à intervenir sur les bidonvilles du territoire francilien aux fins d'évaluer les possibilités pour toutes les personnes installées sur ces sites d'intégrer des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi et/ou la formation, et plus généralement à mettre en œuvre l'accès de ces personnes aux droits auxquels elles peuvent prétendre ».

La Préfecture de région a investi beaucoup d'argent public dans la mise en place de cette plateforme et le Collectif Romeurope Ile-de-France a fait le choix de participer aux comités de pilotage pour être informé des résultats. Le Collectif Romeurope Ile-de-France a participé aux trois comités de pilotage en 2015 et à l'unique **COPIL qui s'est tenu en novembre 2016**.

Après un fonctionnement inefficace à 4 opérateurs en 2015, seul Adoma est resté opérateur de la Plateforme AIOS en 2016. Des travailleurs sociaux roumanophones ont été recrutés pour faciliter le travail d'information et d'accompagnement. Le Collectif a pu y présenter la situation décrite par les membres sur le terrain, notamment lors des réunions du Collectif Romeurope Ile-de-France ainsi que les dysfonctionnements et problèmes liés à la Plateforme AIOS. Un compte-rendu du comité de pilotage de novembre 2016 a été diffusé aux membres franciliens pour les tenir informés de l'action d'Adoma.

Les constats d'Adoma à la fin de l'année 2016 sont sensiblement les mêmes que ceux du Collectif Romeurope Ile-de-France depuis des années : les expulsions à répétition sans solution d'hébergement/logement stable empêchent tout accompagnement efficace vers le droit commun. Les expulsions précarisent les ménages accompagnés ce qui a notamment pour conséquence de casser la motivation des personnes à effectuer des démarches de recherche d'emploi salarié par exemple.

■ **Campagne « 25 ans de politiques coûteuses et inutiles d'expulsion des bidonvilles »**

La campagne inter-associative « 25 ans de politiques coûteuses et inutiles d'expulsion des bidonvilles » (www.25ansbidonvilles.org) a pour objectif de faire passer un message à travers ses signataires aux élus et institutions qui contribuent, depuis la résurgence des bidonvilles en Ile-de-France il y a 25 ans, à traiter la question des bidonvilles seulement par l'expulsion et non pas par l'inclusion de leurs habitants.

Initiée en 2015, la campagne réunit désormais 41 signataires qui se sont réunis en mai pour discuter des actions de la campagne. Le CNDH Romeurope a contribué à la coordination de la campagne grâce à sa participation au comité de pilotage qui s'est réuni 4 fois en 2016 afin de mettre en place des actions.

Un des moments forts de diffusion du message de la campagne a été la mobilisation autour du bidonville de la Petite Ceinture à Paris, expulsé en février 2016 : certains signataires de la campagne se sont

organisés pour que les messages clés soient portés pendant la forte couverture médiatique de cette expulsion.

En mai 2016, un [appel aux maires d'Ile-de-France pour la reconnaissance des bidonvilles](#) a été lancé. Un courrier expliquant l'importance du choix des mots, et l'utilisation du terme « bidonville » plutôt que « camp / campement / camp de Roms » a été envoyé à 1200 maires d'Ile-de-France. Il était accompagné d'une lettre d'engagement afin que les maires reconnaissent la réapparition des bidonvilles depuis 25 ans en Ile-de-France, témoignent de leur volonté qu'une politique efficace, pragmatique et respectueuse de la dignité émerge et s'engagent à choisir, dans leurs interventions publiques, écrits et actes administratifs, le terme « bidonville ». Seuls les maires de St-Denis, Jouy en Josas, Ivry-sur-Seine, Saint-Arnoult-en-Yvelines et le président de Plaine Commune ont signé ce courrier d'engagement.

- **Rencontre de la Mairie de l'Ile-St-Denis**

Rencontre de la Mairie de l'Ile-St-Denis avec Livia Otal de la mission bidonville de Médecins du Monde pour échanger sur l'installation récente d'un bidonville dans la commune. Les échanges ont porté sur l'accès à l'eau, aux sanitaires, le ramassage des déchets, la scolarisation des enfants. Romeurope a pu informer la mairie du cadre juridique et des actions mises en place au niveau de la Préfecture de région Ile-de-France (stratégie régionale, Plateforme AIOS). La commune, qui n'était pas concernée auparavant par la question des bidonvilles, avait besoin de cet éclairage.

IV. ANNEXES

ANNEXE 1

MENTIONS DU CNDH ROMEUROPE DANS DES ARTICLES DE PRESSE EN 2016

Date	Média	Quoi ?	Lien	Sujet
2 février 2016	L'humanité	Paris « Les habitants du bidonville ont une solution. Appliquons-la ! »	http://www.humanite.fr/paris-les-habitants-du-bidonville-ont-une-solution-appliquons-la-597690	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers
3 février 2016	Le Point	« Les dernières heures du bidonville des poissonniers à Paris »	http://www.lepoint.fr/societe/un-camp-de-roms-evacue-a-paris-03-02-2016-2014952_23.php	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers
3 février 2016	L'Express	« L'évacuation d'un camp de 400 Roms dans le nord de Paris »	http://www.lexpress.fr/actualite/societe/en-images-l-evacuation-d-un-camp-de-400-roms-dans-le-nord-de-paris_1759933.html	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers
3 février 2016	L'obs	Expulsion du bidonville de la Petite Ceinture : "Je n'ai nulle part où aller"	http://tempsreel.nouvelobs.com/societe/20160203.OBS3912/expulsion-du-bidonville-de-la-petite-ceinture-je-n-ai-nulle-part-ou-aller.html	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers
3 février 2016	L'Express	« Entre 200 et 400 Roms évacués d'un bidonville insalubre à Paris »	http://www.lexpress.fr/actualite/societe/a-paris-200-roms-bientot-evacues-d-un-bidonville-juge-dangereux_1759823.html	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers
3 février 2016	Vice News	« Dans le plus grand bidonville de Paris, en attendant l'évacuation »	https://news.vice.com/fr/article/en-photos-l-evacuation-du-plus-grand-bidonville-de-paris https://news.vice.com/fr/article/dans-le-plus-grand-bidonville-de-paris-en-attendant-l-evacuation	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers
3 février 2016	Le figaro	« Le campement de Roms du Nord de Paris a été évacué »	http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2016/02/03/01016-20160203ARTFIG00005-paris-le-bidonville-rom-du-boulevard-ney-vit-ses-dernieres-heures.php	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers
3 février 2016	Huffington Post	« Le plus grand bidonville de Paris évacué »	http://www.huffingtonpost.fr/2016/02/03/bidonville-paris-roms-evacuation_n_9146902.html	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers

3 février 2016	France info	« Expliquez nous... un bidonville »	http://www.franceinfo.fr/emission/expliquez-nous/2015-2016/expliquez-nous-un-bidonville-03-02-2016-13-47	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers
3 février 2016	La croix	À Paris, le bidonville Rom de la porte de Clignancourt a été démantelé	http://www.la-croix.com/France/Exclusion/A-Paris-le-bidonville-Rom-de-la-porte-de-Clignancourt-a-ete-demantele-2016-02-03-1200737369	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers
4 février 2016	Le Bonbon	La bonne initiative : des maisonnettes sur roues plutôt que des bidonvilles	https://www.lebonbon.fr/actu/la-bonne-initiative-des-maisonnettes-demontables-contre-les-bidonvilles/	Expulsion du bidonville de la Porte des Poissonniers
4 février 2016	Le Club de médiapart	Les roms et la fumée des cierges	https://blogs.mediapart.fr/jacques-debot/blog/030216/les-roms-et-la-fumee-des-cierges	Expulsion du bidonville de la porte des poissonniers
4 février 2016	I-Télé	REPORTAGE : De l'intérieur : les derniers jours du bidonville des Poissonniers	http://www.itele.fr/france/video/de-linterieur-les-derniers-jours-du-bidonville-des-poissonniers-152497	Expulsion du bidonville de la porte des poissonniers
8 avril 2016	La Gazette des Communes	Migrants : que faire quand un campement se forme ?	http://www.lagazettedescommunes.com/437019/migrants-que-faire-quand-un-campement-se-forme/	Interview sur la constitution de bidonvilles
21 avril 2016	World Policy Journal	Roma in France: The Politics of Exclusion	http://www.worldpolicy.org/blog/2016/04/21/roma-france-politics-exclusion	
22 juillet 2016	L'Humanité	Une entreprise privée bloque l'accès d'un campement roumain Porte d'Aubervilliers	http://www.humanite.fr/une-entreprise-privee-bloque-lacces-dun-campement-roumain-porte-daubervilliers-612418	Saint-Denis : pratiques illégales de l'entreprise Nexity
26 juillet 2016	L'Humanité	La politique du chiffre...jusqu'à l'absurde	http://www.humanite.fr/la-politique-du-chiffre-jusqua-labsurde-612553	OQTF à Lille
26 juillet 2016	L'Humanité	Roms : l'État s'arrange avec la loi pour expulser plus et plus vite	http://www.humanite.fr/roms-letat-sarrange-avec-la-loi-pour-expulser-plus-et-plus-vite-612551	OQTF à Montpellier
15 septembre 2016	Magazine du CCFD Terre Solidaire	Insertion des Roms, ce combat est aussi le leur	http://ccfd-terresolidaire.org/fdm/2016/294-juillet-aout-2016/insertion-des-roms-ce-5603	

6 décembre 2016	Le Journal de St Denis	Itinéraire ordinaire d'une famille rom	http://www.lejsd.com/content/itin%C3%A9raire-ordinaire-d%E2%80%99une-famille-rom	Témoignage famille (93)
-----------------	------------------------	----------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------

ANNEXE 2

ENVOIS DE LA BROCHURE « LES ROMS. LUTTONS CONTRE LES IDEES RECUES » EN 2016

Date	Nombre	Organisme	Département	Ville - département	Evènements - action
09/08/2016	50	Enfants du Canal	75	Paris - 75	Table de prospectus dans leurs locaux
16/09/2016	20	Lycée Camille Pissaro	95	Pontoise - 95	Pour des formations pour des conseillers en économie sociale et familiale
16/09/2016	60	La Cimade	59	Haumont/Maubuge - 59	Pour les militants du groupe local Cimade/actions générales
16/09/2016	50	Secours Catholique Essonne	91	Evry - 91	Pour les permanences Roms de la délégation
16/09/2016	200	Médecins du Monde Toulouse	31	Toulouse - 31	Utilisation dans leurs réseaux
16/09/2016	200	Médecins du Monde Nantes	44	Nantes - 44	Utilisation dans leurs réseaux
16/09/2016	50	IME de Fourvière	69	Lyon - 69	Formations de travailleurs sociaux
20/09/2016	50	Pour qu'elle revienne	75	Paris - 75	Caravane de lutte contre les discriminations, événement grand public
27/09/2016	15	CDERE	75	Paris - 75	Conférence de presse pour la sortie de l'étude
29/09/2016	75	MRAP	75	Paris - 75	Assemblée générale du MRAP
29/09/2016	15	ASET 93	93	Saint Denis - 93	Journée portes ouvertes au 6B, lieu qui accueille de nombreux artistes et a
28/09/2016	50	Rue et Cité	93	Montreuil - 93	Pour leurs activités notamment les formations
17/10/2016	50	APPC	95	Sarcelles - 95	Pour une semaine sur les représentations sur les Roms avec des jeunes de France, de Bulgarie et d'Allemagne
05/11/2016	200	Membres de		National	A l'occasion des rencontres nationales

		Romeurope			
14/11/2016	50	Grand public	75	Paris (mairie 18)	Pour l'ouverture de la semaine de Lutte contre les discriminations
17/11/2016	25	Université Paris Diderot	75	Paris- 75	Pour une intervention avec les étudiant-e-s
22/11/2016	50	Hors du cadre	95	Cergy - 95	Pour une journée sur les Roms avec jeux de sensibilisation, exposition témoignages dans l'espace public.
28/11/2016	25	MRAP	75	Paris - 75	Utilisation dans leurs réseaux
01/12/2016	17	AREAS	59	Lille - 59	Utilisation dans leurs réseaux
01/12/2016	50	Plateforme de Service aux Migrants		Calais - 62	Utilisation dans leurs réseaux
01/12/2016	50	Mairie du 18ème	75	Paris - 75	Semaine de la solidarité internationale. Evènement à la Mairie
10/12/2016	60	Amnesty International	75	Paris 19 - 75	Cadre de la semaine de lutte contre les discriminations Organisation d'un faux mariage pour célébrer une union entre français et roms en présence de nombreuses familles du quartier grâce au concours de l'action du CaféZoïde
13/12/2016	25	Association pour le droit à la santé des femmes (ADSF)	75	Paris - 75	Pour distribuer à des bénévoles qui font des maraudes (soignants et non-soignants) sur les bidonvilles dans le 93, 94 et à Paris
15/12/2016	10	Emmaüs Solidarité	94	Ivry - 94	Pour la future équipe d'Emmaüs Solidarité qui va faire des maraudes à partir de janvier dans le cadre d'un projet avec la mairie d'Ivry.
TOTAL	1447				

ANNEXE 3

PRET DE L'EXPOSITION « LES ROMS. LUTTONS CONTRE LES IDEES RECUES » EN 2016

Dates de prêt Début Fin	Organisme/ Structure	Ville	Objet de la manifestation/événement
-------------------------------	----------------------	-------	-------------------------------------

Janvier – 3 jours	Mairie d'Aubervilliers	Aubervilliers	22.01.16: Soirée autour du dispositif de sortants de bidonvilles à Aubervilliers
Janvier – 3 jours	CNDH Romeurope	Nantes	Rencontres nationales du CNDH Romeurope rassemblant plus de 90 personnes de toute la France, militants, bénévoles et proches du réseau.
Janvier – 1 semaine	Institut régional du Travail social	Paris	Exposition affiché à l'IRTS à l'occasion d'un rendu d'un groupe d'étudiantes qui travaillaient sur la question de l'accès aux droits des habitants des bidonvilles rencontrés au CNDH Romeurope
Février – mars – 3 semaines	MRAP du Vaucluse	La chapelle des Beaumettes L'Isle sur Sorgue	Exposition du 15 au 26 février à la Maison du département "Vivre ensemble en partageant nos différences" avec 3 autres thèmes d'exposition autour du vivre ensemble
Février – 3 semaines	LDH Lyon – Section du 7 ^{ème} arrondissement	Lyon	Exposition dans un centre social et socio-culturel et à la mairie du 7ème arrondissement
Février-mars – 3 semaines	L'Université populaire d'Eymoutiers	Eymoutiers	Université populaire d'Eymoutiers. Un débat public sur les Roms est organisé
Mars – 1 semaine	Institut des droits de l'Homme et de la Paix de l'Université de Caen	Caen	Exposition à l'université puis dans un lycée pour l'intervention de Manon et Nikolai
Mars – 1 semaine	Union Juive Française pour la Paix	Paris (11 ^{ème})	Pour une journée du stage de formation sur l'anti-racisme et le livre "une parole juive contre le racisme" au CICP
Mars – 3 semaines	Centre d'animation Ken Saro Wiwa	Paris (20 ^{ème})	Mois de l'anti-racisme au centre d'animation. L'exposition est affichée pendant les deux semaines au centre et deux interventions sont organisées avec des groupes de scolaires (20 élèves de 4ème et 3ème et 21 élèves de 5ème)
Avril – 1 jour	Collectif pour le droit des enfants roms à l'éducation	Paris (3 ^{ème})	Journée du CDERE à la Bourse du Travail à Paris pour la présentation de l'étude sur les 12-18 ans en présence d'une quarantaine de personnes (collectifs, syndicats, militants) qui sont membres de ce collectif
Avril – 1 jour	Les Enfants du Canal	Paris	Journée internationale des Roms le 8 avril. Place Edmont Michelet dans le 3ème arrondissement de Paris, les Enfants du Canal ont organisé une émission de radio avec de nombreuses animations dont l'exposition (reconstitution d'une cabane, un

			chamboule-tout sur les préjugés, des photos, un flashmob)
Avril – mai – 1 mois	Mrap du Vaucluse	Pernes Gare de Coustellet Carpentras	A l'occasion des rencontres Kétané organisées par le MRAP, RESF et Mingafolk pour valoriser la culture rom. De nombreux événements sont prévus: théâtre et expositions. L'exposition va dans trois lieux différents: deux lieux d'exposition à Pernes et Coustellet et une semaine dans un lycée à Carpentras
Mai – 1 jour	ASET 93	Montreuil	Journée anniversaire de l'association ASET 93, membre du CNDH Romeurope au théâtre de la Girandole à Montreuil. Jeux pour enfants, concerts et expositions étaient au rendez-vous.
Mai – 1 jour	Collectif de travailleurs sociaux	Bobigny	Pour une journée sur les transformations du travail social avec débats, projections et expositions tout au long de la journée.
Juin – 3 jours	Les Enfants du Canal	Paris	Pendant les Solidays, les Enfants du canal et les volontaires tiennent un stand de leur association. Ils y ont affiché l'exposition du CNDH Romeurope pour discuter et ouvrir des débats avec les personnes qui passent.
Septembre – 3 semaines	Médecins du monde	Bordeaux	Festival Nomades les 15 et 17 septembre à Bordeaux au cœur du quartier Bacalan qui a accueilli près de 6000 festivaliers. La mission squat de Médecin du Monde a déployé l'exposition dans un stand. Un débat s'est tenu sur « Roms et Gens du voyage : mythes, perceptions et réalités locales »
Octobre – 2 semaine	CLASSES	Lyon	A l'ESSE, école de travail social, l'association CLASSES a organisé un colloque autour de la question de la « sortie de personnes des bidonvilles » et la scolarisation. L'exposition était affichée dans l'école à cette occasion.
Octobre – 3 jours	MRAP	Paris	A l'occasion d'une grande assemblée générale du MRAP
Octobre – 3 semaines	SNUipp-FSU	Port Leucate	Pour la semaine des universités d'automne- 400 personnes instituteurs attendus
Novembre – 1 jour	Asefrr (Association de solidarité en Essonne avec les Familles Roumaines Roms)	Massy	Journée contre la misère: forum organisé par la ville de Massy où participe l'Asefrr

Novembre – 2 semaines	Mairie du 18 ^{ème}	Paris	Pour la semaine de solidarité internationale, la mairie du 18 ^{ème} a consacré l'inauguration à la question des Roms avec une table ronde. L'exposition est restée toute la semaine dans le hall de la mairie
Novembre – 2 semaines	Mairie du 10 ^{ème}	Paris	A l'occasion de la semaine de lutte contre les discriminations, la mairie du 10 ^{ème} et une association ont emprunté l'exposition qui est resté trois semaines à la médiathèque Françoise Sagan
Décembre – 1 jour	Mairie du 19 ^{ème}	Paris	Dans la cadre de la semaine de lutte contre les discriminations dans le 19 ^{ème} , un groupe d'Amnesty international, le CaféZoïde, le groupe du MRAP du 19 ^{ème} et une compagnie de théâtre le Makila ont organisé un événement festif pour déconstruire les préjugés avec une mise en scène d'un mariage entre une famille "Roms" et une famille "française". De nombreuses familles du 19 ^{ème} étaient présentes, un élu a fait un discours et un membres du CA de Romeurope a pris la parole.

ANNEXE 4 :

REVUE DE PRESSE LORS DE LA PUBLICATION DE L'ETUDE « ADOS EN BIDONVILLES : L'ECOLE IMPOSSIBLE ? »

Date	Média	Quoi ?	Lien	Sujet
27/09/2017	AFP	« Plus de la moitié des adolescents en bidonvilles et squats ne sont pas scolarisés »		[Sortie de l'étude sur la scolarisation des adolescent-e-s]
27/09/2016	Bondy Blog	« En France, plus de la moitié des jeunes vivant en bidonvilles sont déscolarisés »	http://www.bondyblog.fr/201609271346/en-france-plus-de-la-moitie-des-jeunes-vivant-en-bidonvilles-sont-descolarises/#.V-pugK3YFG6	
27/09/2016	Mediapart	« Plus de la moitié des ados vivant en bidonvilles sont déscolarisés »	https://www.mediapart.fr/journal/france/270916/plus-de-la-moitie-des-ados-vivant-en-bidonvilles-sont-descolarises	
27/09/2016	LCI	« Squats et bidonvilles : la difficile scolarisation des ados »	http://www.lci.fr/societe/squats-et-bidonvilles-la-difficile-scolarisation-des-ados-2004888.html	

27/09/2016	Le Monde	« Un jeune sur deux vivant en bidonville n'est toujours pas scolarisé »	http://www.lemonde.fr/societe/article/2016/09/27/un-enfant-rom-sur-deux-n-est-toujours-pas-scolarise_5004306_3224.html	
27/09/2016	Le Parisien – Seine et Marne	« Scolarisation des Roms : un collectif enquête et interpelle l'Etat et les maires »	http://www.leparisien.fr/champs-sur-marne-77420/scolarisation-des-roms-un-collectif-enquete-et-interpelle-l-etat-et-les-maires-27-09-2016-6155361.php	
27/09/2016	Le Figaro	« Squats : plus de 50% des ados non scolarisés »	http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/09/27/97001-20160927FILWWW00161-bidonvilles-plus-de-50-des-ados-non-scolarises.php	
27/09/2016	CCFD – Terre Solidaire	« En France, les jeunes habitants des bidonvilles privés d'école »	http://ccfd-terresolidaire.org/projets/europe/france/en-france-les-jeunes-5633	
27/09/2016	L'Humanité	« Plus de la moitié des adolescents des bidonvilles et squats ne sont pas scolarisés »	http://www.humanite.fr/plus-de-la-moitie-des-adolescents-des-bidonvilles-et-squats-ne-sont-pas-scolarises-616466	
27/09/2016	L'Express	« Plus de la moitié des adolescents des bidonvilles et squats ne sont pas scolarisés »	http://www.lexpress.fr/actualites/1/styles/plus-de-la-moitie-des-ados-des-bidonvilles-et-squats-ne-sont-pas-scolarises_1834944.html	
27/09/2016	Europe 1	« Plus de la moitié des adolescents des bidonvilles et squats ne sont pas scolarisés »	http://www.europe1.fr/societe/plus-de-la-moitie-des-ados-des-bidonvilles-et-squats-ne-sont-pas-scolarises-2857900	
28/09/2016	La Croix	« Moins d'un jeune rom sur deux va à l'école »	http://www.la-croix.com/France/Exclusion/Moins-jeune-Rom-deux-lecole-2016-09-28-1200792203	
28/09/2016	BFM TV	« En France, plus de la moitié des jeunes en bidonvilles ne vont pas à l'école »	http://www.bfmtv.com/societe/en-france-plus-de-la-moitie-des-jeunes-en-bidonvilles-ne-vont-pas-a-l-ecole-1042018.htm	
28/09/2016	Le Café pédagogique	« Roms : des enfants invisibles ? »	http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2016/09/28092016Article636106436860214117.aspx	
28/09/2016	Ouest France	« Education : la moitié des jeunes des bidonvilles et squats déscolarisés »	http://www.ouest-france.fr/education/education-la-moitie-des-jeunes-des-bidonvilles-et-squats-descolarises-4521918	

28/09/2016	Libération	« Combien d'enfants roms vivant en bidonvilles sont privés d'école ? »	http://www.liberation.fr/france/2016/09/28/combien-d-enfants-roms-vivant-en-bidonville-sont-privés-d-ecole_1513296	
08/10/2016	Respect Mag	« Comment améliorer la scolarisation des jeunes roms ? »		

Publication sur des sites spécialisés :

- **CRIN** Child Right International Network - <https://www.crin.org/fr/biblioth%C3%A8que/publications/france-ados-en-bidonvilles-et-en-squats-lecole-impossible>
- **INJEP** – Institut national Jeunesse et de l'éducation populaire - <http://www.injep.fr/veille/squats-plus-e-50-des-ados-non-scolarises-10667.html>
- **INSHEA** – Institut d'enseignement supérieur et de recherche – Handicap et besoins éducatifs particuliers - <http://www.inshea.fr/fr/content/ados-en-bidonvilles-et-en-squats-l%C3%A9cole-impossible-%C3%A9tude-sur-la-scolarisation-des-jeunes>